

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

Shlomo Sand
Comment le peuple juif fut inventé
Fayard 2008

Avant-propos
Face à l'amas des mémoires

Si toute l'écriture de l'histoire est porteuse de mythes, ceux de l'historiographie nationale sont particulièrement flagrants. La geste des peuples et des nations a été écrite sur un mode semblable à celui des statues installées sur les places des grandes métropoles qui se devaient d'être massives, exprimant la puissance, porteuses d'une héroïque magnificence. Jusqu'au dernier quart du XXème siècle, la lecture de l'historiographie pouvait s'apparenter à la rubrique des sports d'un journal quotidien : « nous » et « eux, tous les autres », tel était le clivage retenu comme quasi naturel.

Avant la multiplication par scissiparité des nationalités en Europe, beaucoup se croyaient les descendants de l'antique Troie, mais, depuis la fin du XVIIIème siècle, la mythologie a connu un changement « scientifique ». Grâce aux travaux de chercheurs, grecs et d'autres nationalités européennes, à l'imagination fertile, les citoyens de la Grèce moderne ont commencé à se considérer comme les descendants biologiques de Socrate et d'Alexandre le Grand, ou encore, suivant un récit parallèle de substitution, comme les héritiers de l'Empire byzantin orthodoxe. Grâce encore à des manuels d'instruction adaptés, les habitants de la Rome antique sont devenus, depuis la fin du XIXème siècle, des Italiens typiques. Les tribus gauloises qui ont résisté aux légions de Jules César ont été décrites dans les écoles de la Troisième République comme composées d'authentiques Français. D'autres historiens ont désigné le baptême et le sacre de Clovis, au Vème siècle, comme la véritable date de naissance de la France quasi éternelle.

En Inde, en Algérie, en Indonésie, au Vietnam et en Iran, ils sont nombreux à croire que la nation a toujours existé ; les élèves dans les écoles apprennent très tôt par cœur des récits historiques au long cours. La mémoire greffée de tout Israélien d'origine juive ne saurait évidemment être comparée à ces mythologies échevelées ! N'y figurent que des vérités solides et précises. Chaque israélien sait, sans l'ombre d'un doute, que le peuple juif existe depuis qu'il a reçu la Torah dans le Sinaï, et que lui-même en est le descendant direct et exclusif (à l'exception des dix tribus dont la localisation n'est pas encore achevée). Chacun est persuadé que ce peuple est sorti d'Egypte et s'est fixé sur la terre d'Israël, « terre promise » qu'il a conquise et sur laquelle fut édifié le glorieux royaume de David et de Salomon, avant que ne surviennent sa partition et la fondation des royaumes de Judée et d'Israël. De même,

chacun a la certitude que ce peuple, après les heures de gloire, a connu l'exil à deux reprises : une fois après la destruction du Premier temple, au VI^{ème} siècle avant JC, et une deuxième fois après la destruction du Second Temple, en l'an 70.

Ce peuple, auquel s'identifie le juif israélien et qu'il voit comme le plus ancien parmi les peuples, a connu l'errance de l'exil pendant plus de deux mille ans, au cours desquels il ne s'est ni enraciné ni fondu parmi les « gentils » à côté desquels il a vécu. Ce peuple a subi une très grande dispersion : ses tribulations éprouvantes l'ont mené au Yémen, au Maroc, en Espagne, en Allemagne, en Pologne et jusqu'au fin fond de la Russie, mais il est toujours parvenu à préserver d'étroits liens du sang entre ses communautés éloignées, de sorte que son unicité ne s'en est pas trouvée altérée.

Sans la terrible extermination perpétrée par Hitler, « Eretz Israel » (la terre d'Israël) se serait rapidement repeuplée de millions de juifs qui y auraient volontiers émigré puisqu'ils en rêvaient depuis deux millénaires. C'est, en tout cas, ce que croient encore aujourd'hui de nombreux israéliens. A ce peuple errant, il fallait un territoire ; or, précisément, une terre inoccupée et vierge attendait que son peuple originel vienne la faire renaître et reflourir. Certes, quelques habitants sans identité précise s'y étaient installés dans l'intervalle, mais son peuple « demeura fidèle au pays d'Israël à travers toutes les dispersions ». La terre lui appartenait donc bien, et non pas à cette minorité dépourvue d'histoire qui y était arrivée par hasard.

Peuvent être mentionnés (...) *Le Bilan national*, audacieux ouvrage de Doaz Evron, et « L'historiographie sioniste et l'invention de la nation juive moderne », un essai stimulant d'Uri Ram. Ces deux écrits bousculent de façon radicale l'historiographie professionnelle sur le passé juif, mais un tel défi n'a quasiment pas troublé les producteurs autorisés de ce passé. Le présent récit a été rédigé dans le sillage des voies ouvertes au cours des années 1980 et au début des années 1990. Sans les pistes tracées par Boaz Evron, Uri Ram et d'autres Israéliens, et surtout sans les apports de chercheurs « étrangers » comme Ernest Gellner et Benedict Anderson sur les problématiques de la nation, il est peu probable que le narrateur se serait mis en tête de « triturer » à nouveau les racines de son identité et de porter son regard par-delà l'amas de réminiscences que sollicitait la conscience de son propre passé depuis l'enfance.

Des experts de l'enseignement de la Bible, des historiens de l'Antiquité, des archéologues, des médiévistes et plus particulièrement des « spécialistes » des études sur le peuple juif s'insurgeront contre l'intrus qui a pénétré de façon illégitime dans leur champ de recherche. (...) Le lecteur doit en être averti : cet essai formule une thèse selon laquelle les juifs ont toujours formé des communautés religieuses importantes qui sont apparues et ont pris pied dans diverses régions du monde, mais ne constituent pas un *ethnos* porteur d'une même origine, unique, qui serait déplacé au cours d'une errance et d'un exil permanents. Il ne s'agit pas ici d'une chronique des événements mais essentiellement d'une critique du discours historiographique habituel ; ce qui conduit, de temps à autre, à présenter des récits alternatifs.

I Fabriquer des nations.
Souveraineté et égalité

« Aucune nation ne possède naturellement une base ethnique, mais à mesure que les formations sociales se nationalisent, les populations qu'elles incluent,

qu'elles se répartissent ou qu'elles dominent sont
"ethnicipées", c'est-à-dire représentées dans le passé
ou dans l'avenir comme si elles formaient une
communauté naturelle (...).

Etienne Balibar, « La forme nation :
histoire et idéologie », 1988

Dans la plupart des sociétés agraires, antérieures à l'avènement de la société moderne dans l'Europe du XVIIIème siècle, se sont développées des cultures étatiques qui ont influé sur leur environnement et créé diverses sortes d'identités collectives au sein des couches sociales dominantes. Cependant, contrairement à ce que continuent d'affirmer de nombreux livres d'histoire, ni les monarchies, ni les principautés, ni aucun empire n'ont jamais favorisé l'accès de l'ensemble du peuple à leur culture administrative. Cette coopération leur semblait inutile et ils ne disposaient pas des moyens technologiques, institutionnels ou de communication nécessaires à sa mise en œuvre. Les paysans illettrés qui constituaient la majorité absolue de ce monde prémoderne ont continué à perpétuer une culture locale nimbée de superstitions et d'obscurantisme.

N'oublions pas que, tant que les sociétés humaines ont été soumises au principe du règne de « droit divin » plutôt qu'à celui de « souveraineté populaire », les gouvernants n'avaient pas besoin de chercher à gagner l'amour de leurs sujets. Leur principal souci était de continuer à se faire craindre.

Dans les civilisations rurales anciennes, le religieux exerçait un contrôle sous des formes variées ; cependant, l'essentiel de sa force lui venait des croyances, et il a en permanence cherché à élargir la base démographique de ses fidèles. Bien que ne disposant pas, le plus souvent, d'appareils comparables à ceux des administrations étatiques, qui lui auraient permis d'élaborer une culture de masse large et homogène, il a cependant relativement bien réussi à réaliser ses ambitions hégémoniques.

Il est intéressant de noter que, avec l'apparition de l'idée de nation à la fin du XVIIIème siècle et au début du XIXème, ce sont cette même idéologie et cette même méta-identité enserrant toutes les cultures de l'époque moderne qui ont sans cesse eu besoin d'utiliser le terme de « peuple », essentiellement pour mettre en relief le degré d'ancienneté et la continuité de la nation qu'elles ont contribué à construire. Dans la mesure où l'élaboration d'une nation a presque toujours pour base des éléments culturels, linguistiques ou religieux, reliquats des étapes historiques antérieures, le fait de raccrocher « l'histoire des peuples » à ces matériaux, réadaptés suivant les besoins, lui procurait un caractère scientifique caractérisé. Le « peuple » devient ce pont entre le passé et le présent, jeté au-dessus de la rupture profonde provoquée dans les mentalités par la modernisation et que les historiens de tous les nouveaux Etats-nations empruntèrent avec sérénité.

Après le rejet catégorique du concept de « race » à la suite des événements de la première moitié du XXème siècle, qui fut une période particulièrement meurtrière, divers historiens et chercheurs mobilisèrent le terme plus respectable d'« ethnie » afin de ne pas perdre le contact intime et étroit avec le passé englouti. L'*ethnos*, « peuple » en grec ancien, avait déjà commencé à être utilisé comme succédané efficace, ou comme compromis linguistique entre la « race » et le « peuple », avant même la Seconde Guerre mondiale. Cependant, son utilisation régulière et « scientifique » ne débuta que dans les années 1950, et elle s'est régulièrement répandue depuis. La force de séduction de ce concept provient

essentiellement du fait qu'il a toujours mélangé avec insistance le fond culturel et les « liens du sang », le passé linguistique et l'origine biologique, bref, un produit historique et un fait qui exige qu'on le considère avec respect comme un phénomène naturel.

Pour Smith (Anthony D. Smith), « un groupe ethnique se distingue donc par quatre traits caractéristiques : le sentiment d'une origine commune au groupe, la conscience d'une histoire unique et la croyance en une destinée commune, la présence d'un ou de plusieurs traits culturels collectifs spécifiques, et enfin le sentiment d'une solidarité collective singulière ». Aux yeux du chercheur britannique, l'« ethnie » cesse d'être une communauté linguistique au mode de vie commun ; elle ne séjourne pas forcément sur un territoire spécifique, il lui suffit d'avoir un lien avec celui-ci (...) La mémoire commune n'est pas un processus conscient qui évoluerait du présent vers le passé (et ferait toujours l'objet d'une organisation systématique par quelqu'un), mais un mécanisme naturel, ni religieux ni national, qui se déroule de lui-même du passé vers le présent. La définition de l'ethnie chez Smith concorde donc avec la manière dont les sionistes considèrent la présence juive dans l'histoire.

Vers la fin du XXème siècle et au début du XXIème, l'« ethnicité », que Balibar définit, avec justesse, comme entièrement fictive, bénéficie d'un regain de popularité. Ce philosophe a insisté sur le fait que les nations ne sont pas « ethniques », et que la notion même de leur « origine ethnique » est douteuse.

Quoi qu'il en soit, si le présent essai n'évite pas par endroits l'utilisation du terme de « peuple » (celui d'« ethnie » n'y est pas employé en raison de son écho biologique), c'est alors pour désigner avec beaucoup de précautions une communauté humaine plutôt fluide, généralement prémoderne, et en particulier celle des premières étapes de la modernisation.

La culture du « peuple » anglais est devenue hégémonique en Grande-Bretagne, tout comme celle de la région de l'Île-de-France et la langue administrative des rois Bourbons dans l'ensemble du royaume franc. Le peuple « gallois, en revanche, ainsi que les Bretons, les Bavaois, les Andalous ou même le « peuple » yiddish ont été presque complètement anéantis par ce processus.

Jusqu'à l'époque moderne, les « peuples », tout comme les royautes, n'ont cessé d'apparaître et de disparaître. Les communautés religieuses, en revanche, ont généralement bénéficié d'une existence de « longue durée », pour emprunter la célèbre terminologie de Fernand Braudel, car elles englobaient des couches intellectuelles fidèles à la tradition qu'y s'y sont conservées et reproduites.

Même lorsque le point de départ est l'appartenance à un groupe religieux ou à un « peuple », c'est l'idéologie nationale qui a en grande partie contribué à établir les limites du domaine de la religion moderne et à en élaborer le caractère. Un affaiblissement significatif de la puissance du vieux fatalisme religieux est donc nécessaire pour que les grands groupes humains, et en particulier leurs élites politiques et intellectuelles, prennent leur destin en main et commencent à « faire » l'histoire nationale.

La contribution la plus importante des marxistes aux études sur la nation consista à attirer l'attention sur le lien étroit existant entre le développement de l'économie de marché et la cristallisation de l'Etat national. A leurs yeux, l'essor du capitalisme détruisit les économies autarciques, fit éclater les rapports sociaux spécifiques qui les caractérisaient et participa au

développement de relations inédites et d'une conscience d'un nouveau type. Le « laisser-faire, laissez-passer », premier cri de guerre du commerce capitaliste, n'apporta pas, dans un premier temps, la mondialisation, mais créa les conditions de la formation d'une économie de marché dans le cadre du régime royal. Celle-ci constitua la base du développement d'États-nations à la langue et à la culture unifiées.

L'adhésion des marxistes à la théorie qui voit dans la lutte des classes la clé de la compréhension de l'histoire et l'âpre concurrence des mouvements nationaux d'Europe centrale et orientale, qui commençaient à les déborder efficacement, les empêchèrent de continuer d'approfondir la question de la nation au-delà d'une rhétorique simpliste dont le but principal était d'affronter les adversaires et de recruter des adeptes. Sans faire particulièrement progresser le débat, d'autres socialistes comprirent cependant bien mieux l'importance de l'aspect démocratique et populaire, mobilisateur et porteur d'espoir, de la création de la nation. Ce sont également eux qui découvrirent le secret de la symbiose séduisante entre socialisme et nationalisme. Du sioniste Ber Borokhov au partisan polonais de la nation Jozef Pilsudski, jusqu'aux patriotes communistes Mao Tsé-toung et Ho Chi Minh, le socialisme « nationalisé » s'est révélé être, au XX^{ème} siècle, une formule à succès.

Nation et nationalisme, d'Ernest Gellner, peut être, dans une large mesure, assimilé à un complément de l'œuvre d'Anderson (...) Son essai dense et brillant débute par une double définition : « 1. Deux hommes sont de la même nation si et seulement s'ils partagent la même culture quand la culture à son tour signifie un système d'idées, de signes, d'associations et de modes de comportement et de communication. 2. Deux hommes sont de la même nation si et seulement s'ils se *reconnaissent* comme appartenant à la même nation. En d'autres termes, *ce sont les hommes qui font les nations* (...). » L'aspect subjectif doit donc compléter le pan objectif. Ensemble, ils désignent un phénomène historique nouveau et inconnu avant les débuts du monde bureaucratique et industrialisé.

Dorénavant, le monde productif avait besoin, pour fonctionner, de codes culturels homogènes. La nouvelle mobilité professionnelle, horizontale et verticale, a brisé le cercle fermé de la haute culture et a forcé celle-ci à se transformer en une culture de masse qui alla en s'élargissant. La généralisation de l'éducation et de l'alphabétisation assura les conditions nécessaires au passage vers une société industrielle développée et dynamique. C'est là, d'après Gellner, que se trouve la clé du phénomène politique nommé nation.

A la lumière des conclusions théoriques d'Anderson et de Gellner, et sur la base d'un certain nombre d'hypothèses de travail de chercheurs qui ont suivi leurs traces, on peut, de façon générale, différencier la « nation » des autres unités sociales ayant existé dans le passé par plusieurs faits spécifiques (...) : 1. Une nation est un groupe humain dans lequel se forme une culture de masse hégémonique qui se veut commune et accessible à tous ses membres, par le moyen d'une éducation globale. 2. Au sein de la nation s'élabore une conception d'égalité civique parmi ceux qui sont considérés et se voient eux-mêmes comme ses membres. Cet organisme civil se considère lui-même comme souverain, ou bien réclame son indépendance politique s'il ne l'a pas encore obtenue. 3. Il doit exister une continuité culturelle et linguistique unificatrice, ou du moins une quelconque représentation globale de la formation de cette continuité, entre les représentants de la souveraineté de fait, ou ceux de l'aspiration à l'indépendance, et le moindre des citoyens. 4. A l'inverse des sujets du monarque du passé, les citoyens qui s'identifient à la nation sont censés, pour vivre sous sa souveraineté, être conscients de leur appartenance à celle-ci ou aspirer à en constituer une partie. 5. La nation possède un territoire commun dont les membres ressentent et décident

qu'ils en sont, ensemble, les possesseurs exclusifs. Toute atteinte à celui-ci est éprouvée avec la même intensité que la violation de leur propriété personnelle. 6. L'ensemble des activités économiques sur le domaine de ce territoire national, après l'obtention de la souveraineté indépendante, prévalait, du moins jusqu'à la fin du XXème siècle, sur les relations avec les autres économies de marché.

Dans quelques cas, rares et exceptionnels, par exemple en Suisse, en Belgique ou au Canada, l'Etat national a officiellement conservé deux ou trois langues dominantes qu'il était trop tard pour relier entre elles et qui se sont cristallisées séparément.

La conscience de l'égalité légale, civique et politique, fruit essentiellement de la mobilité sociale caractéristique de l'ère du capitalisme commercial, puis industriel, a donc contribué à la création d'un abri identitaire accueillant, et ceux qui ne se sont pas abrités sous son parapluie ou qui n'y ont pas été invités ne sont pas considérés comme membres du corps de la nation, c'est-à-dire faisant intimement partie de ce paradigme égalitaire. C'est également ce dernier qui fonde l'aspiration politique voyant dans le « peuple » une nation destinée à être entièrement maîtresse d'elle-même. Cet aspect démocratique, à savoir le « gouvernement du peuple », est entièrement moderne et différencie radicalement les nations des anciennes configurations sociales (tribus, sociétés paysannes sous des royautés dynastiques, communautés religieuses à hiérarchie interne et même « peuples » prémodernes).

La naissance de la nation est, bien sûr, un véritable processus historique, mais non un phénomène purement spontané. Pour renforcer le sentiment abstrait de fidélité au groupe, la nation avait besoin, comme la communauté religieuse avant elle, de rituels, de fêtes, de cérémonies et de mythes. Pour se délimiter et se fondre en une seule entité rigide, il lui fallait des activités culturelles publiques et continues ainsi que l'invention d'une mémoire collective unificatrice.

Après Gellner, l'historien Eric Hobsbawm examina de près les conditions et les moyens par lesquels les rouages politiques, ou les mouvements politiques qui aspirèrent à la fondation d'Etats, créèrent et formèrent des unités nationales à partir d'un mélange de matériaux culturels, linguistiques et religieux existants. Hobsbawm tempéra cependant les audacieuses théories de Gellner d'un avertissement. La nation est pour lui « un phénomène double, essentiellement construit d'en haut, mais qui ne peut être compris si on ne l'analyse pas aussi par le bas, c'est-à-dire à partir des hypothèses, des espoirs, des besoins, des nostalgies et des intérêts (...) des gens ordinaires ». (*Nations et nationalisme depuis 1780*)

Les élites gouvernantes ont, certes, encouragé l'élaboration de l'identité nationale des masses, essentiellement dans le but de s'assurer la pérennité de leur fidélité et de leur obéissance, mais la conscience nationale reste néanmoins un phénomène d'ordre intellectuel et affectif échappant à ce rapport de force de base de la modernité. Elle est le fruit de l'entrecroisement de divers processus historiques qui ont vu le jour dans le monde occidental capitaliste en développement il y a environ trois cents ans.

Tout au long du XIXème siècle, l'idée nationale s'imposa dans presque tous les recoins de l'Europe ; elle n'atteignit cependant sa pleine maturité qu'avec l'adoption, vers la fin du siècle, du suffrage universel et de la loi sur l'éducation obligatoire, ces deux réalisations primordiales de la démocratie de masse étant également celles qui parachevèrent l'œuvre de la construction nationale.

Au XXème siècle, l'idée nationale s'emplit d'une sève vitale nouvelle. Les entreprises opprimantes de l'expansion coloniale outremer entraînent la formation d'une pléthore de nouvelles de nouvelles nations. De l'Indonésie à l'Algérie et du Vietnam à l'Afrique du Sud, l'identité nationale devint un patrimoine mondial.

Il est vrai qu'à l'origine de toute nation « occidentale » et en fait dans l'évolution de toute idéologie nationale on retrouve des mythes ethnocentristes qui se concentrent autour d'un groupe culturel et linguistique dominant, idolâtré comme le peuple-race originel. Cependant, nous sommes témoins, dans les sociétés occidentales, et ce en dépit de leurs différences légères, d'un processus par lequel les mythes de ce type, même s'ils ne sont jamais complètement éteints, se sont étiolés et ont lentement laissé la place à un ensemble d'idées et de sensibilités au sein desquelles chaque citoyen ou chaque personne en passe de se faire naturaliser devient une partie intrinsèque du corps de la nation. A un certain moment, la culture hégémonique s'est considérée comme étant celle de tous les membres de la nation, et l'identité dominante a eu la prétention de chercher à englober tout le monde.

La classification chronologique intéressante d'un historien comme Hobsbawm, qui distingue deux courants à l'intérieur du phénomène national – l'un aux lignes démocratico-libérales, né à l'ère des révolutions de la fin du XVIIIème siècle et du début du XIXème, l'autre apparu lors d'une seconde vague, à la fin du XIXème siècle, et qui se transforma pour se fonder essentiellement sur des signes ethnolinguistiques réactionnaires -, n'est pas non plus entièrement convaincante (...) L'analyse d'Hobsbawm ne peut expliquer le cas allemand.

On n'a pas encore trouvé d'explication satisfaisante au fait que certaines nations se sont définies pendant plus longtemps à partir de mythes ethnocentristes, alors que d'autres ont « mûri » plus vite et ont par conséquent réussi à fonder des démocraties matures.

Si diverses couches sociales ont eu besoin de la création des Etats-nations ou en ont tiré des avantages variés, les agents principaux de l'élaboration des entités nationales et peut-être les plus grands bénéficiaires de leur patrimoine symbolique furent tout d'abord les intellectuels.

Si nous conjugons l'explication d'Antonio Gramsci sur les modalités de la présence des intellectuels dans le mode productif à la théorie de la modernisation d'Ernest Gellner, nous pouvons apporter un autre éclairage sur leur rôle dans la formation de l'identité nationale et de la nation. Pour le marxiste italien, « tout groupe social, qui naît sur le terrain originaire d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique, se crée, en même temps, de façon organique, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui apportent homogénéité et conscience de sa propre fonction ». Et, en effet, pour assurer une domination à long terme, la force ouverte ne suffit pas ; il est toujours nécessaire de créer des normes éthiques et juridiques. La couche des intellectuels est celle qui fournit la conscience hégémonique façonnant un ordre social dans lequel la violence n'a pas besoin de manifester en permanence son existence.

A l'ère prémoderne, on le sait, c'est l'aristocratie qui fit du sang le critère d'appartenance à la noblesse. Le « sang bleu » ne coulait que dans les veines des aristocrates qui n'en bénéficiaient que grâce à la « semence de leurs ancêtres », plus précieuse que l'or. Dans l'ancien monde agraire, le déterminisme biologique comme critère de catégorisation humaine était peut-être le bien symbolique le plus prisé des classes dirigeantes.

Comme l'a remarqué Anderson, la révolution de l'imprimerie qui vit le jour en Europe occidentale vers la fin du XV^{ème} siècle fut l'une des phases importantes de la genèse de l'ère des nations. Cette révolution technico-culturelle porta atteinte au statut des langues sacrées et contribua à la propagation des idiomes administratifs étatiques qui se répandirent sur de larges territoires et constituèrent, au long des siècles, les langues nationales. Le statut des prêtres, dont l'utilisation de la langue du culte était le principal capital symbolique, déclina.

II « Mythistoire ».

Au commencement, Dieu créa le peuple

Les Hébreux de Canaan, malgré les lois de Moïse qui leur avaient été imposées d'en haut, n'étaient pas différents des peuples païens alentour. En effet, jusqu'à l'exil vers Babylone, ils avaient repoussé à plusieurs reprises avec obstination les commandements divins auxquels seule l'étroite classe des prêtres et des prophètes avait adhéré. En conclusion, la Bible, après sa rédaction et sa diffusion au sein d'un public de croyants qui en avaient véritablement besoin, leur servit de texte constitutif d'identité et de croyance.

Cette période d'exil est donc, dans son sens large, celle qui devait constituer le début de l'histoire juive. La rupture entre l'ancien « hébraïsme » et l'histoire du judaïsme devint la pierre angulaire de la pensée de la plupart des pionniers de la « science du judaïsme » en Allemagne. (...) Du Jost tardif à l'apparition du grand précurseur Heinrich (Hirsch) Graetz, en passant par certains intellectuels qui rejoignirent la « science du judaïsme » dans un deuxième temps, le Livre des livres devint le point de départ des premiers tâtonnements historiographiques menant à l'invention de la notion de « nation juive ». Invention qui, en fait, ne prendra son essor que dans la seconde partie du siècle.

L'Histoire des juifs depuis les temps anciens jusqu'à nos jours, d'Heinrich Graetz, dont les premiers volumes commencèrent à paraître dans les années cinquante du XIX^{ème} siècle, connut un grand succès et fut en partie traduite, en hébreu et dans plusieurs autres langues. (...) Il est difficile d'évaluer la part de son influence dans la formation de la future conscience sioniste, mais il n'y a aucun doute qu'elle fut significative et centrale.

De nos jours, des écoles en Israël portent le nom de Graetz, et il n'est pas un essai d'histoire générale portant sur les juifs qui ne le cite. La raison de cette influence massive est claire : il s'agit du premier essai dans lequel l'auteur investit ses efforts avec constance et pathos dans le but d'inventer le peuple juif, le terme de « peuple » recouvrant déjà en partie la signification donnée à la nation moderne. C'est Graetz et nul autre qui, bien qu'il n'eût jamais vraiment été sioniste, forgea le modèle national d'écriture de l'histoire des « Juifs » (avec un « J » majuscule).

Le royaume unifié est un moment culminant dans l'histoire juive ; le nombre de ses habitants, d'après Graetz, était de quatre millions, et son éclatement annonce son déclin. Le royaume d'Israël se décomposant par ses péchés amena sur lui la destruction, et il en sera finalement de même plus tard pour les derniers rois de Judée. La conception du péché religieux accompagne en filigrane la reconstitution du destin tragique des « fils d'Israël ». Mais la faute en retombe encore plus sur les filles d'Israël : « C'est un singulier phénomène que les femmes, nées plutôt, ce semble, pour être les prêtresses de la pudeur et de la chasteté, aient montré dans l'Antiquité un goût spécial pour le culte dissolu de Baal et d'Astarté ».

Mais, heureusement, les anciens « fils d'Israël » avaient également des prophètes qui continuèrent de toutes leurs forces à guider le peuple vers une morale exaltante et élevée.

Pour commencer à appréhender la source de la popularité dont bénéficia la théorie de la race dans les grands foyers de la culture occidentale, il faut d'abord analyser le sentiment d'arrogance européenne, conséquence du rapide développement industriel et technologique que connut l'Europe occidentale et centrale, et comprendre le processus par lequel ce sentiment contribua à la perception d'une supériorité biologique et morale.

Selon Hess ; la source du conflit entre les juifs et les non-juifs réside dans le fait que les premiers constituent, depuis toujours, un groupe héréditaire différent. Les origines de cette race ancienne et persistante au fil des siècles se trouvent en Egypte. (...) « La race juive est une race pure qui a reproduit l'ensemble de ses caractères, malgré les diverses influences climatiques. Le type juif est resté le même à travers les siècles. » Et Hess poursuit, avec un pessimisme amer et même douloureux : « Il ne sert à rien aux Juifs et aux Juives de renier leur origine en se faisant baptiser et en se mêlant à la masse des peuples indogermaniques et mongols. Les caractères juifs sont indélébiles. »

Un an après la parution de l'essai de Hess, Graetz publia un passionnant mémoire sous le titre : « La nouvelle jeunesse de la race juive ». (...) Qu'est-ce qui peut donner à un groupe humain le droit de constituer une nation ? se demande Graetz. Ce n'est pas, répond-il, l'origine raciale, car on voit parfois divers types de races se fondre pour former un seul peuple. La langue ne constitue pas non plus forcément le dénominateur commun, voyez la Suisse. Même un territoire unique n'est pas une raison suffisante pour former une nation. Les souvenirs historiques rassemblent-ils un peuple ? Faisant preuve d'un entendement historique aigu, étonnant pour son temps, Graetz répond : jusqu'à l'époque moderne, les peuples n'ont pas participé à l'histoire politique et sont toujours restés les spectateurs indifférents des hauts faits des dirigeants et des nobles. Est-ce la haute culture qui est à la base de l'existence nationale ? Non, dans la mesure où elle est neuve et n'a pas encore pénétré le peuple dans son ensemble. Le mystère entoure l'existence des nations, et il est difficile d'y trouver une explication unique.

Selon Graetz, on ne peut nier qu'il existe des peuples mortels, qui ont disparu de l'autre et d'autres qui sont immortels. Il ne reste rien de la race hellénique ni de la race latine, elles se sont fondues dans d'autres entités humaines. La race juive, elle, a réussi à perdurer et à survivre, et elle est sur le point de ranimer le feu de sa jeunesse biblique miraculeuse. (...) L'existence de la race juive était exceptionnelle dès le début, et par conséquent son histoire est également miraculeuse. C'est en fait un « peuple-messie » qui, le jour venu, sauvera l'humanité entière.

L'angoisse principale de ce respectable historien (Heinrich von Treitschke) concernait tout d'abord le problème démographique. Les vagues d'immigration des juifs en provenance d'Europe de l'Est avaient fait augmenter leur nombre en Allemagne, fait considéré par lui comme une menace pour l'existence même de la nation allemande. Ces immigrants ne ressemblaient pas du tout, à ses yeux, aux juifs d'origine séfarade. Ceux-ci avaient vécu dans une atmosphère de tolérance, et par conséquent s'étaient parfaitement intégrés à leurs hôtes d'Europe occidentale. Les juifs polonais, en revanche, avaient souffert sous le joug de la chrétienté, qui les déforma et fit d'eux de véritables étrangers par rapport à la haute culture allemande, laquelle risquait de se transformer, par leur intervention, en culture hybride judéo-allemande.

« Si cette arrogance raciale s'affiche sur la place publique, si le judaïsme exige même une reconnaissance nationale, alors le fondement légal sur lequel se fonde l'émancipation s'effondre. Pour réaliser de tels souhaits il n'y a qu'un moyen : l'émigration, la création d'un Etat juif, quelque part, hors de notre pays, qui verra bien par la suite s'il obtiendra la reconnaissance d'autres nations. Il n'y a pas la place sur la terre allemande pour un double nationalisme. Les Juifs n'ont pris, jusqu'à récemment, aucune part au labeur millénaire de la construction des Etats allemands. »

Une partie des intellectuels d'origine juive acceptaient, bien sûr, l'idée de l'« origine raciale » différente, mais pour tous, ou presque, le projet d'avenir national et culturel était déterminant, et ce projet était allemand. Cette polémique de « haut niveau » entre historiens baignait cependant dans une atmosphère imprégnée de « bas » antisémitisme, lequel se propageait à cette époque dans les diverses couches de la population. (...) A l'ombre de la crise, la victoire décisive de 1870 et l'unification du Reich « par le haut » perdirent en quelques années leur auréole de gloire unificatrice, et les coupables désignés furent, comme toujours, les « autres », à savoir les minorités religieuses et « raciales ».

A la mort de Graetz en 1891, Simon Dubnov, autodidacte né en Biélorussie et qui avait fait ses études élémentaires dans un *heder*, publia un article émouvant à la mémoire de l'historien. (...) Comme Graetz, Dubnov consacra toute sa vie à la réalisation d'une œuvre historiographique établissant la continuité de l'existence juive dans l'histoire. Dubnov peut être considéré, au même titre que son prédécesseur, comme un historien protonational, non sioniste. Il ne pensait pas possible ni souhaitable de faire émigrer vers la Palestine une masse de population qui créerait son propre Etat, et se prononçait donc en faveur de la création d'un espace autonome pour ce peuple juif « exceptionnel », à l'endroit où il se trouvait.

En tant que rationaliste laïque, il (Dubnov) ne pouvait évidemment pas accepter le livre de la Genèse comme témoignage historique dans son entier et au pied de la lettre, et il savait très bien qu'il avait été écrit très longtemps après les événements qu'il relatait. Il proposa donc d'extraire du texte le contenu qui semblait le plus proche de la réalité, et de considérer les récits antiques comme des métaphores révélant la vérité passée de façon symbolique. L'histoire d'Abraham l'Hébreu, par exemple, marquait le clivage historique entre les Hébreux et les fils de Chem nomades, tandis que celle d'Isaac et Jacob symbolisait la séparation du « peuple d'Israël » d'avec les autres peuples hébraïques.

Pour Dubnov comme pour son prédécesseur Graetz et pour tous les historiens adeptes de la nation, il était important de repousser la date de naissance du « peuple » le plus loin possible dans le temps. Aussi Dubnov s'obstina-t-il à faire remonter le début de l'« histoire d'Israël » au XXème siècle avant JC. (...) Dubnov amorçait ainsi une longue tradition juive nationale, qui cherchera plus tard, au moyen de la pelle et de la pioche, à conforter les récits bibliques et par là, bien sûr, le droit de propriété du « peuple d'Israël » sur la « terre d'Israël ».

A la suite de l'œuvre de Dubnov, et juste avant que l'histoire ne devienne une discipline à haut degré de spécialisation, deux dernières tentatives d'écriture de l'histoire des juifs « dans sa totalité » furent réalisées : l'essai de Ze'ev Yavetz, *Livre d'histoire d'Israël*, dont la valeur historiographique est relativement faible, et l'œuvre plus importante de Salo Wittmayer Baron, *Histoire d'Israël*. (...) Baron observait l'histoire des juifs depuis New York, lieu de refuge le plus important des juifs d'Europe de l'Est, où il émigra lui-même en 1926.

L'histoire juive était celle d'un peuple qui naquit nomade à une époque très reculée et continua d'exister, de façon miraculeuse et mystérieuse, tout au long de l'histoire. la grande œuvre de Graetz et de Doubnov, nonobstant quelques changements, obtenait dorénavant la haute reconnaissance universitaire, et la vérité biblique devenait un discours de l'évidence, une partie intégrante de l'historiographie.(...) « Placés dans les mêmes circonstances, cependant, bien d'autres peuples auraient certainement péri et auraient disparu de la scène historique. Que les juifs aient survécu, la chose est due en grande partie au fait que leur première histoire les avait préparés à la destinée qui les attendait par la suite. » (Baron) Pour Baron, qui avait émigré d'Europe de l'Est à New York, la terre possédait beaucoup moins d'importance comme point de départ de l'épanouissement d'une nation dispersée. Le judaïsme, pour lui, n'était pas né de la nature mais constituait au contraire une révolte de l'histoire contre elle. C'était donc l'origine « ethnique » et l'amour du passé qui représentaient les éléments déterminants de l'identité du peuple éternel (...) Ce nationalisme « ethnique » unificateur et unique possédait également une date de naissance : la sortie d'Egypte.

Si Graetz avait écrit face à Treitschke, Baer le fit contre les historiens allemands qui l'avaient formé, et dont la plupart avaient accepté le nouveau régime avec compréhension, sinon avec enthousiasme. L'expulsion des juifs du corps fiévreux de la nation allemande atteint en 1936 l'un de ses sommets, et l'historien sioniste chassé de sa patrie germanique réagit par la cristallisation d'une contre-conscience douloureuse.

On peut dire que si Graetz fut le premier à poser les piliers et les échafaudages de la construction rétroactive de la nation juive, ce fut Dinur qui posa les briques sur ces fondations, compléta la pose des plafonds et fixa même définitivement les fenêtres et les portes. Il le fit par un double processus : en tant que professeur d'histoire juive à l'université, il tint, avec Baer, un rôle central dans l'élaboration du champ des rapports de force dans le domaine de la recherche ; en tant que militant de gauche sioniste, député à la première Knesset et ministre de l'Education en 1951, il fut l'architecte principal de l'infrastructure de l'enseignement de l'histoire dans le système éducatif israélien.

Tous les versets bibliques sont présentés comme des témoignages fiables sur la période à laquelle ils se rapportent. La théologie est presque entièrement éliminée du texte et les paroles de Dieu, présentes presque à chaque page de la Bible, sont remplacées, comme nous l'avons mentionné, par le rappel de quelques sources non bibliques. Dinur dépouilla le livre saint de sa métaphysique croyante et en fit une profession de foi historico-nationale caractérisée. Dorénavant, les impatients pouvaient lire la Bible « en diagonale », en évitant les préceptes divins et en restant fidèles aux seuls impératifs de la vérité nationale.

De même que les chefs révolutionnaires français étaient certains d'incarner des rôles de sénateurs romains de l'Antiquité, Ben Gourion et les autres dirigeants de la révolution sioniste, hauts militaires et « intellectuels d'Etat », étaient persuadés qu'ils reproduisaient la conquête du pays biblique et la création d'un Etat sur le modèle du royaume de David. (...) Dans les premières années de l'Etat d'Israël, le culte de la sainte trinité « Livre-Peuple-Terre » fut développé par les élites intellectuelles, et la Bible devint une icône centrale dans l'élaboration de l'imaginaire national. Les fonctionnaires durent changer leur nom pour un patronyme généralement tiré des dénominations bibliques, et le reste de la population, qui cherchait dans la mesure du possible à s'identifier et à se rapprocher des élites les plus anciennes, fit de même, volontairement et avec enthousiasme. Les noms de famille

« diasporiques » des parents furent effacés à jamais, et les enfants adoptèrent des noms rares de héros bibliques magnifiques et glorieux. L'hébraïsation ne toucha pas uniquement les humains ; presque toutes les nouvelles localités érigées reçurent un nom hébraïque ancien. Cela, tout d'abord, afin d'effacer à jamais le nom arabe local, et en second lieu pour contribuer à faire mentalement le saut par-dessus la longue période d' « Exil » qui prit fin définitivement avec la création de l'Etat.

Dès le début du XX^e siècle, avec l'élargissement de la colonisation et la création des premières écoles de langue hébraïque, la Bible devint un livre éducatif national enseigné comme une matière indépendante, et non comme une partie intégrante des études de langue et de littérature (cette méthode d'enseignement efficace existe, on le sait, encore aujourd'hui et n'a jamais été remise en cause dans la culture politique israélienne).

Au cours des fouilles qu'il réalisa dans les années 1950 et 1960, Yadin, tout comme Albright, ne mit au jour que des vestiges qui correspondaient au texte. Les poteries, les armes, les bâtiments, les objets d'art et les tombes furent apportés comme témoignages éclatants de la « période des patriarches », de la « sortie d'Egypte », de la « conquête de Canaan », des « frontières du territoire des tribus d'Israël », etc. (...) Une image harmonieuse du passé se construisit au sein du grand public, en accord avec le discours historiographique dominant. La science « matérielle » du passé renforçait définitivement la science « écrite », et dans une large mesure, les différents sites devinrent des lieux de culte de la nation « ressuscitée ». Cependant, ici et là, des contradictions apparurent, une partie des matériaux découverts s'opposant sans considération au texte sacré. Mais, comme à leur habitude, les archéologues réglèrent les problèmes par une argumentation sophistiquée, faisant parler les vestiges dissidents selon leurs souhaits et les accordant aux voix de la Bible pour leur donner une crédibilité harmonieuse. (...) Remarquons que les longues périodes « non juives » de la vie de « Canaan », de la « Judée » et de la « Palestine » n'intéressèrent presque pas ces archéologues.

La guerre de 1967 ouvrit des perspectives nouvelles à la recherche archéologique israélienne (...) D'après la loi internationale, les archéologues israéliens n'avaient pas le droit de mener des fouilles dans les territoires conquis et de s'approprier les antiquités trouvées, mais, s'agissant de la terre de l' « antique patrie », qui aurait osé s'y opposer ? (...) L'archéologie de la période biblique, qui, de 1948 à 1967, avait été un instrument au service aveugle d'un engagement idéologique national, commençait à donner des signes d'hésitation et d'inconfort. Il fallut encore, à vrai dire, plus de vingt ans pour que les premières découvertes soient réellement dévoilées à un public large et que se mette en marche le processus de déviation par rapport au consensus hégémonique de la recherche. (...) Mais ce ne fut qu'après l'éclatement de l'Intifada de 1987 et l'apparition sur la scène publique israélienne d'opinions critiques plus ouvertes que les chercheurs furent eux aussi conduits à faire entendre leur voix, bien enroutée, car ils avaient eu jusqu'à présent la gorge emplie de terre sainte nationale.

On remet d'abord en cause la représentation historique de la « période des patriarches ». (...) Abraham a-t-il émigré à Canaan vers le XXI^e siècle ou le XX^e avant JC, comme la chronologie biblique le laisse entendre ? Les historiens sionistes avaient bien, jusque là, supposé que la Bible avait un peu exagéré dans la longévité miraculeuse d'Abraham, d'Isaac et de Jacob (...) Tous les témoignages archéologiques et épigraphiques s'accordaient sur le fait que les Philistins n'étaient pas apparus dans la région avant le XII^e siècle avant JC. Les Araméens, qui tiennent dans la Genèse un rôle non négligeable, ne sont

cités, dans toutes les inscriptions trouvées au Moyen-Orient, que depuis le début du XI^e siècle, et leur présence ne devient significative qu'à partir du IX^e siècle. Quant aux chameaux, ils constituaient également un gros problème. Ils n'étaient apparus dans la région en tant qu'animaux domestiques qu'au début du premier millénaire avant JC, et en tant que bête de trait pour le commerce qu'à partir du VIII^e siècle avant JC.

Canaan était au XIII^e siècle avant JC, époque de la supposée « sortie d'Égypte », sous le contrôle des pharaons, encore tout-puissants. Moïse aurait donc conduit les esclaves libérés d'Égypte en Égypte. Si nous nous fondons sur la Bible, il aurait guidé dans le désert six cent mille combattants, soit près de trois millions d'âmes, pendant quarante ans. En dehors du fait qu'il était totalement impossible qu'une population de cette ampleur puisse quitter son lieu de résidence et errer dans le désert pendant aussi longtemps, un tel événement aurait dû laisser des traces épigraphiques ou archéologiques quelconques.

Après quarante années d'errance, le « peuple d'Israël » arriva devant le pays de Canaan et en fit la conquête fulgurante. Sur ordre divin, il extermina la plus grande partie de la population locale et fit de ceux qui restèrent des bûcherons et des puisatiers. Après la conquête, le peuple, unifié sous la conduite de Moïse, se divisa en tribus séparées (comme ce fut le cas plus tard pour la fédération des douze cités grecques), lesquelles se partagèrent l'ensemble du territoire. Par bonheur, cette colonisation féroce, rapportée en un récit haut en couleur, dans le Livre de Josué, comme l'un des premiers génocides, n'a jamais eu lieu. La fameuse conquête de Canaan fut en effet l'un des mythes totalement réfutés par la nouvelle archéologie. (...) Les fouilles archéologiques de Gaza et de Beït Shéan ont révélé depuis longtemps la présence égyptienne à l'époque précise de la conquête supposée, et même après. Mais l'antique texte « national » était trop ancré pour que l'on y renonce, et l'on a donc su surmonter l'obstacle de ces petits faits « indésirables » au moyen d'explications vagues et évasives.

Il fut évidemment impossible de creuser sous l'esplanade de la mosquée d'Al-Aqsa, mais quoi qu'il en soit on n'a pu retrouver de vestiges de l'existence d'un royaume important au X^e siècle avant JC, époque supposée de David et Salomon, dans aucun des chantiers ouverts aux alentours : aucun témoignage d'une construction monumentale, ni rempart, ni palais magnifiques, et même, étonnamment, peu de poteries, celles mises au jour étant d'ailleurs d'un style extrêmement dépouillé.

Le développement de la technologie de datation au carbone 14 a confirmé la douloureuse conclusion : la construction colossale de la région Nord n'a pas été édifiée par Salomon, mais à la période du royaume d'Israël. Il n'existe en fait aucun vestige de l'existence de ce roi légendaire dont la Bible décrit la richesse en des termes qui en font presque l'équivalent des puissants rois de Babylone ou de Perse.

En conclusion, d'après les hypothèses de la plupart des nouveaux archéologues et chercheurs, le glorieux royaume unifié n'a jamais existé, et le roi Salomon ne possédait pas de palais assez grand pour y loger ses sept cent femmes et ses trois cent servantes. Le fait que ce vaste empire n'ait pas de nom dans la Bible ne fait que renforcer ce point. Ce sont des auteurs plus tardifs qui inventèrent et célébrèrent cette immense identité royale commune, instituée, évidemment, par la grâce d'un Dieu unique et avec sa bénédiction. Avec une imagination riche et originale, ils reconstituèrent de même les célèbres récits de la création du monde et du terrible déluge, des tribulations des patriarches et du combat de Jacob avec l'ange, de la sortie

d’Egypte et de l’ouverture de la mer Rouge, de la conquête de Canaan et de l’arrêt miraculeux du soleil à Gibeon.

Les mythes centraux sur l’origine antique d’un peuple prodigieux venu du désert, qui conquiert par la force un vaste pays et y construit un royaume fastueux, ont fidèlement servi l’essor de l’idée nationale juive et l’entreprise pionnière sioniste.

La position des chercheurs israéliens avant-gardistes de l’ « école tel-avivienne » - Nadav Na’aman, Israël Finkelstein, Ze’ev Herzog et d’autres -, affirmant que le noyau historique de la Bible a été écrit à l’époque du règne de Josias, à la fin du royaume de Judée, est séduisante par son apport, mais la plupart de ses explications et de ses conclusions sont fragiles. Les analyses de ces historiens, qui nous apprennent que la Bible n’a pu être écrite avant le VIII^{ème} siècle avant JC, et que la plupart de ses récits ne possèdent aucune base dans les faits, sont assez convaincantes.

On peut donc proposer l’hypothèse suivante : le monothéisme exclusif, tel qu’il nous est montré à presque toutes les pages de la Bible, n’est pas né de la « politique » d’un petit roi régional désireux d’élargir les frontières de son royaume, mais d’une « culture », c’est-à-dire l’extraordinaire rencontre entre les élites intellectuelles judéennes, exilées ou revenues d’exil, et les abstraites religions perses. La source du monothéisme se trouve vraisemblablement dans cette superstructure intellectuelle développée, mais il a été poussé vers les marges en raison des pressions politiques exercées par le centre conservateur, comme ce fut le cas pour d’autres idéologies révolutionnaires dans l’histoire. Ce n’est pas par hasard si le mot *dat* (religion) en hébreu vient du perse. Ce premier monothéisme n’arriva à maturité qu’avec sa cristallisation tardive face aux élites hellénistiques.

Ainsi l’Ancien Testament se transforma-t-il en un livre laïque, enseignant aux jeunes enfants quels furent leurs « antiques aïeux » et avec lequel les adultes eurent tôt fait de partir glorieusement vers des guerres de colonisation et de conquête de la souveraineté.

III L’invention de l’Exil. Prosélytisme et conversion

Le métaparadigme de l’expulsion répondait à la nécessité d’élaborer une mémoire de longue durée dans laquelle un peuple-race imaginé et exilé se situerait dans la continuité directe du « peuple de la Bible » qui l’avait précédé.

Tout d’abord, il convient de rappeler que les Romains n’ont jamais pratiqué l’expulsion systématique d’aucun « peuple ». (...) Les gouverneurs de Rome se distinguaient par leur cruauté dans la répression des populations rebelles : ils exécutaient les combattants sans aucune pitié, faisaient des prisonniers qu’ils revendaient comme esclaves, expulsaient aussi parfois des rois et des princes, mais, en Orient, ils n’ont certainement pas déraciné la totalité des sujets qui étaient tombés sous leur joug. Ils ne possédaient même pas les moyens technologiques pour le faire : ils n’avaient ni camions, ni trains ; quant à leurs vaisseaux, ils n’étaient pas aussi larges que ceux de notre monde moderne. (note : On exilait généralement de Rome vers l’extérieur). (...) Il n’existe aucune trace, par le moindre indice, d’une quelconque expulsion du pays de Judée, pas même dans la riche documentation que Rome nous a léguée.

Les sondages archéologiques effectués au cours des dernières décennies suggèrent qu'en Canaan, c'est-à-dire dans le puissant royaume d'Israël et le petit royaume de Judée, résidaient au total environ quatre cent soixante mille habitants au VIII^{ème} siècle avant JC.

La rébellion qui éclata en l'an 132 sous le principat d'Hadrien, appelée révolte de Bar Kokhba, est rapidement mentionnée par l'historien romain Dion Cassius, ainsi que par Eusèbe, l'évêque de Césarée, auteur d'*Histoire ecclésiastique*. (...) On peut imaginer que des combattants tombés en captivité furent vendus comme esclaves, et d'autres s'enfuirent sans doute de la région. Mais, en 135 après JC, la grande masse des Judéens ne subit aucun exil.

D'où surgit donc le grand mythe de l'exil du « peuple juif » après la destruction du Temple ? Chaim Milikowky, professeur à l'université religieuse de Bar-Ilan, prouva, en se fondant sur la volumineuse documentation laissée par les Tannaïm (ou répéteurs) qui rédigeaient la Mishna, qu'aux II^{ème} et III^{ème} siècles de notre ère le concept d'« exil » signifiait soumission politique et non pas déracinement de son pays, d'autant plus qu'il n'existait pas de corrélation nécessaire entre les deux significations. Le seul exil auquel les textes rabbiniques faisaient allusion était celui de Babylone, qui se prolongeait encore aux yeux de divers auteurs, même après la destruction du Second Temple.

Avec le triomphe du christianisme, qui acquit au début du IV^{ème} siècle le statut de religion de l'Empire, les adeptes du judaïsme d'autres régions commencèrent à accepter l'exil comme un commandement d'inspiration divine. (...) Les origines du mythe du peuple errant, puni pour ses actes, étaient enfouies dans cette dialectique de l'hostilité chrétiens-juifs autour de laquelle se construisirent, de façon identique, les limites de la définition des deux religions. Mais le plus important est que, à partir de là, le concept d'« exil » acquit, dans les diverses traditions juives, un sens essentiellement métaphysique, détaché de toute contingence physique d'être ou ne pas être en dehors de la patrie.

Quand (...) les centres de la culture juive de Babylone se désagrégèrent, les juifs émigrèrent à Bagdad et non à Jérusalem, bien que ces deux villes fussent tombées, à l'époque, sous la même gestion administrative, celle du califat. Quand les expulsés d'Espagne se dispersèrent à travers les villes du bassin méditerranéen, très peu souhaitèrent pousser jusqu'à Sion. Aux temps modernes, quand les pogroms firent rage et que la montée des nationalismes en Europe de l'Est prit un caractère encore plus agressif, les juifs du peuple du yiddish émigrèrent vers l'occident, plus particulièrement vers les Etats-Unis. Il fallût que ce pays leur fermât ses portes au cours des années 1920 et que les nazis se livrent à leur terrible massacre pour susciter un mouvement d'émigration un peu plus consistant vers la Palestine mandataire, dont une partie devint l'Etat d'Israël. Les juifs ne furent pas expulsés de « leur patrie » par la force et ils n'y « retournèrent » pas de leur plein gré non plus.

Une autre question centrale associée au mythe de la « destruction-expulsion » et intrigant beaucoup les férus de précision était liée au fait, bien connu, que de nombreuses communautés juives aux populations très denses existaient longtemps avant l'an 70 après JC en dehors du pays de Judée.

En résumé, à la veille de la destruction du Second Temple, les adeptes du judaïsme étaient dispersés dans tout l'Empire romain, ainsi qu'au pays des Parthes, à l'est, où leur nombre était déjà plus élevé qu'au royaume de Judée. De l'Afrique du Nord à l'Arménie, de la Perse jusqu'à Rome, des communautés juives s'épanouirent et prospérèrent, surtout au sein de villes à haute densité de population, mais aussi au sein de villes plus petites et même de

villages. Josèphe, se fondant sur Strabon, l'historien et géographe grec, écrit que « l'on trouverait difficilement dans le monde un endroit où ce peuple (*phylon*) n'ait été accueilli et ne soit devenu le maître ».

La conversion, l'une des raisons de la remarquable croissance numérique des adeptes du judaïsme à travers le monde de l'Antiquité avant la destruction du Second Temple, apparaît bien dans presque tous les récits produits par les historiens présionistes et même sionistes. Mais ce facteur déterminant d'expansion du judaïsme fut cantonné dans un statut marginal.

Dans les écrits de 2 Isaïe, dans le Livre de Ruth, dans le Livre de Jonas ou dans le Livre de Judith, on se heurte à des appels répétés, directs ou indirects, incitant au rapprochement des étrangers avec le judaïsme et tentant au rapprochement des étrangers avec le judaïsme et tentant même de convaincre le monde entier d'accepter la « religion de Moïse ».

Il semble probable que le grand tournant à l'origine de l'expansion du judaïsme se soit produit à la suite de sa fascinante rencontre historique avec l'hellénisme. (...) Le judaïsme, alors au premier stade de son expansion hésitante, emprunta de nombreux éléments à son invitée hellène. Des idées du domaine de la philosophie et de la rhétorique émigrèrent directement d'Athènes, mais aussi le style des amphores faites à Rhodes, diverses composantes de cette richesse culturelle spirituelle et matérielle s'implantèrent à Jérusalem, qui se transforma en une sorte de cité-*polis* cosmopolite. L'hellénisme toucha aussi particulièrement les agglomérations côtières de la Judée. L'aristocratie de la prêtrise et les propriétaires fonciers adoptèrent l'hellénisme et changèrent leurs noms en patronymes grecs prestigieux. Le Temple, qu'Hérode reconstruisit plus tard, fut élevé en style architectural purement grec, et même la célébration du Seder de Pâque, tellement central dans le judaïsme, fut agencée, après la destruction de ce même Temple, suivant le modèle du « Symposium », soit la cène grecque.

Le processus d'acculturation helléniste, loin d'être freiné en Judée, s'en trouva plutôt accéléré pour s'imposer complètement avec la consolidation de la dynastie des Hasmonéens. (...) Si bizarre et paradoxal que cela puisse paraître, la révolte des Maccabées n'évinça pas l'hellénisme du royaume de Judée mais « seulement » la multiplicité des divinités. (...) L'hellénisme insuffla au judaïsme un élément vital d'universalisme antitribal, et augmenta ainsi la soif de conversion massive chez les souverains, leur faisant oublier les commandements exclusifs du Deutéronome ; les souverains hasmonéens ne prétendant pas être les descendants de la dynastie de David, ils ne se sentirent pas obligés d'imiter l'histoire mythologique de la conquête de Canaan par Josué. En 125 avant JC, Jean Hyrcan conquiert le pays d'Idumée, qui s'étendait du sud de Beit Zur et Ein Guédi jusqu'au-delà de Beer Sheva, et convertit de force ses habitants au judaïsme.

La tradition des Sages du Talmud rejetait (...) la judaïsation par la contrainte, mais ce rejet fut adopté bien des années plus tard, soit seulement après la révolte des zélotes du Ier siècle de notre ère, quand l'imposition du judaïsme n'était plus de l'ordre du possible.

Si des actes d'hostilité à l'encontre des juifs éclataient de temps en temps à Rome, ils résultaient principalement des prêches que menaient ces derniers en faveur de leur religion. Les Romains étaient essentiellement des polythéistes convaincus, tolérants à l'égard d'autres croyances ; la pratique de la religion juive était permise par la loi (*religio licita*). De ce fait, le

principe de l'unicité monothéiste était incompréhensible à Rome, et l'était encore plus la volonté obstinée de faire adhérer d'autres croyants à cette religion et de les amener ainsi à renoncer aux croyances et aux coutumes de leurs parents. Pendant longtemps, la conversion n'a pas suscité d'hostilité, mais il apparut bientôt qu'elle entraînait le reniement des dieux de l'Empire de la part du prosélyte, ce qui fut perçu comme une menace pour l'ordre politique existant.

Le repos du shabbat, la conception du salaire et de la récompense, la croyance dans le monde de l'au-delà et surtout l'espoir transcendant en la résurrection des morts constituaient des éléments attractifs, dotés d'une grande force de persuasion, encourageant l'adoption de la foi et de la divinité juives. (...) La dimension générique de ce processus est d'un intérêt particulier : les femmes se firent le fer de lance de ce vaste mouvement de conversion.

En fin de compte, plus que l'opposition païenne, ce fut surtout l'essor du christianisme, considéré comme une hérésie dangereuse, qui suscita le redoublement de prudence à l'égard de la conversion dans le discours juif. Le triomphe ultime de ce dernier, au début du IV^{ème} siècle, mit un point final à la ferveur prédicatrice du judaïsme dans les principaux centres culturels et engendra même une tendance profondément ancrée à vouloir en effacer la mémoire des annales juives.

A partir du III^{ème} siècle, le nombre de juifs dans l'aire méditerranéenne commença lentement à diminuer pour stabiliser peu ou prou jusqu'à l'avènement de l'islam, en Judée et dans l'ouest de l'Afrique du Nord. Le déclin démographique des juifs ne fut pas seulement la conséquence des massacres subis au cours des insurrections ou du « retour » des fidèles au paganisme ; il provient surtout du fait que, sortant du rang, ils se firent chrétiens. Quand la religion du crucifié accéda au pouvoir au début du IV^{ème} siècle, à première vue elle porta un coup fatal à l'expansion du judaïsme. (...) Dans le monde païen, malgré les persécutions qui la frappaient, la religion juive était respectée et légitime. Sous le pouvoir oppresseur de la chrétienté, en revanche, elle se transforma en une secte méprisée et rejetée.

Si les habitants de Judée ne furent pas expulsés de leur pays et s'il n'y a jamais eu d'émigration massive de ce peuple de paysans, qu'est-il advenu de la majorité de sa population au cours de l'histoire ? (...) Après le passage, en l'an 324 après JC, de la province de Syria-Palestina sous protection chrétienne, une partie de la population de Judée se convertit au christianisme. (...) La conversion des Judéens au christianisme s'étendit à d'autres villes. (...) Mais, comme le confirme la plus grande partie des vestiges et des témoignages, l'expansion chrétienne n'élimina pas totalement la présence juive du pays et un groupe assez stable de fidèles du judaïsme se maintint au sein de la population locale, qui, à part les nouveaux chrétiens, comptait aussi une minorité samaritaine assez importante, et bien sûr des villageois qui persisteraient encore longtemps dans leurs croyances païennes en marge des cultures de religion monothéiste.

L'armée musulmane, surgie des déserts arabes en un typhon tourbillonnant, qui conquiert la région entre 638 et 643 de notre ère, était de taille relativement réduite : selon les évaluations maximales, elle comptait quarante-six mille soldats au plus. (...) L'un des secrets de la force de l'armée musulmane résidait dans son « libéralisme » et sa modération à l'égard des croyances des peuples assujettis, bien entendu uniquement dans les cas où celles-ci étaient monothéistes. Les instructions de Mahomet reconnaissaient les juifs et les chrétiens comme les « gens du Livre » et leur accordaient un statut protégé reconnu par la loi. (...) Aussi ne faut-il pas s'étonner si, face aux persécutions sévères subies sous l'Empire byzantin, les juifs

accueillirent les conquérants arabes favorablement, et même avec enthousiasme. Les témoignages juifs aussi bien que les sources musulmanes mentionnent l'aide que les juifs apportèrent à l'armée arabe victorieuse.

Au fil des siècles, la région fut successivement occupée par les Grecs, les Perses, les Arabes, les Egyptiens et les croisés, qui s'intégrèrent toujours à la population locale et s'y assimilèrent.

En 1918, alors qu'ils séjournèrent à New York, David Ben Gourion et Yitzhak Ben Zvi décidèrent de s'atteler à l'écriture d'*Eretz Israël dans le passé et dans le présent*. (...) Tous deux y décrétèrent avec une assurance manifeste : « L'origine des fellahs ne remonte pas aux conquérants arabes, qui soumièrent Eretz Israël et la Syrie au VII^{ème} siècle de notre ère. Les conquérants n'éliminèrent pas la population des laboureurs agricoles qu'ils y rencontrèrent. Ils n'expulsèrent que les souverains byzantins étrangers ; ils ne firent aucun mal à la population locale. Les Arabes ne se préoccupèrent pas d'implantation. Les fils des Arabes ne pratiquaient pas plus l'agriculture sur leurs lieux de résidence antérieure. (...) Quand ils faisaient la conquête de terres nouvelles, ils n'y cherchaient pas de nouveaux terrains en vue d'y développer une classe de paysans-colons qui d'ailleurs était presque inexistante chez eux. Ce qui les intéressait dans leurs nouvelles conquêtes était d'ordre politique, religieux et financier : gouverner, diffuser l'islam et lever l'impôt. » (...) Ces mots précèdent de trente ans ceux de la Déclaration d'indépendance qui nous rappellent l'expulsion par la force d'un peuple tout entier.

L'émeute et le massacre d'Hébron, qui eurent lieu l'année même où Yitzhak Ben Zvi faisait publier sa brochure, ainsi que la grande révolte arabe de 1936 vidèrent les voiles de la pensée sioniste du dernier souffle « assimilateur » qui lui restait. La montée de la perception nationale locale fit comprendre avec acuité aux hommes de lettres colons que leur fraternité enthousiaste n'avait pas d'avenir. (...) A partir de ce moment, les descendants des paysans judéens disparurent de la conscience nationale juive et furent rejetés dans l'oubli. Les fellahs palestiniens du temps présent revêtirent rapidement, aux yeux des agents agréés de la mémoire, l'habit d'émigrants arabes arrivés en masse au XIX^{ème} siècle dans un pays pratiquement vide.

IV Lieux de silence.

A la recherche du temps (juif) perdu

« Une partie des berbères professait le judaïsme, religion qu'ils avaient reçu de leurs puissants voisins, les Israélites de la Syrie. Parmi les Berbères juifs on distinguait les Djeraoua, tribu qui habitait l'Aurès et à laquelle appartenait la Kahena, femme qui fut tuée par les Arabes à l'époque des premières invasions ». Ibn Khaldoun, Histoire des Berbères, 1396.

La vérité est que, avant son repli partiel sur lui-même, quand son entourage chrétien l'eut rejeté dans la marginalité, le judaïsme s'adonna au prosélytisme dans les lieux encore vierges de tout contact avec le monothéisme expansionniste. De la péninsule arabique aux territoires des Slaves, des monts du Caucase, des steppes de la Volga et du Don, des espaces autour de la Carthage antique, détruite et reconstruite, jusqu'à la péninsule ibérique pré-musulmane, la religion juive continua de faire des adeptes, ce qui lui assura sa surprenante pérennité historique. Les régions dans lesquelles le judaïsme réussit à s'infiltrer étaient

généralement occupées par des civilisations en voie de mutation, se sociétés tribales vers un début de consolidation en royaumes. Toutes pratiquaient encore le paganisme.

A la veille de l'avènement de l'islam, le judaïsme se propagea ainsi des colons pionniers aux puissantes tribus implantées autour de ces centres urbains (en Arabie). Les plus connues de ces dernières parce que Mahomet eut à les affronter au début de son odyssee, étaient celles des Banu Qainuka'a, des banu Qurayza et des Banu Nadhir, dans les environs de Yathrib. (...) On peut supposer que l'expansion du monothéisme juif, avant qu'il ne devienne rabbinique, joua un rôle relativement important en posant les bases spirituelles qui permirent l'épanouissement de l'islam. (...) Il convient de rappeler que la conversion d'un musulman au judaïsme était interdite, d'après les règles de la nouvelle religion, et que la punition pour ceux qui prêchaient la conversion – comme pour ceux qui quittaient l'islam – était la peine de mort. A l'inverse de cette politique draconienne, les avantages attribués aux nouveaux adeptes de la religion de Mahomet, mentionnés au chapitre précédent, étaient si tentants qu'il fut difficile d'y résister.

Le souvenir des Himyarites ne fut pas le seul à disparaître dans les plis de la mémoire nationale de l'Etat d'Israël. L'origine de leurs frères en religion d'Afrique du Nord eut droit au même silence et au même déni public. Si, d'après le mythe national, les juifs du Yémen descendaient de la semence des proches du roi Salomon, ou du moins de ceux qui furent exilés à Babylone, les juifs du Maghreb étaient eux aussi considérés comme les descendants des exilés du Premier temple ou les fils des fils des juifs de l'Espagne européenne, connus pour leur ascendance illustre. Ces derniers, selon les légendes, furent également « exilés » vers les contrées occidentales de la mer Méditerranée en provenance directe de la Judée abandonnée et « désertée » après la destruction du Temple.

L'expansion du judaïsme en Afrique du Nord dut apparemment son succès et sa vitalité à l'implantation dans toute la région d'une population d'origine phénicienne. Carthage a bien été détruite au IIème siècle avant JC, mais il est évident que ses nombreux habitants n'en furent pas totalement éradiqués. La ville fut reconstruite et rétablit rapidement sa position d'important port commercial. Où donc disparurent les Puniqes, autrement dit les Phéniciens d'Afrique, qui occupaient le littoral en grand nombre ? Dans le passé, quelques historiens, le chercheur Marcel Simon notamment, émirent l'hypothèse selon laquelle une grande partie d'entre eux se serait convertie au judaïsme, ce qui expliquerait la force initiale et unique de cette religion dans toute l'Afrique du Nord. Il ne serait pas complètement insensé de supposer que la proximité entre la langue de la Bible et la langue ancienne des Puniqes, tout comme le fait qu'une partie de ces derniers étaient circoncis, ait pu contribuer à leur conversion de masse.

Les fouilles archéologiques effectuées à proximité de la Carthage antique dévoilèrent de nombreux tombeaux datant du IIIème siècle de l'ère chrétienne, ornés d'inscriptions latines et même hébraïques (ou phéniciennes) toujours accompagnées d'un chandelier (...) A Hammam-Lif (la Naro de l'Antiquité), située à proximité de la ville de Tunis actuelle, fut aussi découverte une synagogue de cette période comportant des inscriptions et des dessins de bougies, de chandeliers et de cors.

Paul Wexler, chercheur à l'université de Tel-Aviv, s'est essentiellement intéressé à l'histoire de juifs d'Espagne mais, le sort de cette grande communauté ayant été lié, depuis un stade très précoce, à celui des juifs d'Afrique du Nord, il parvint à éclairer d'un jour nouveau la question de ses origines ; Dans un livre particulièrement intéressant, *Les Origines non*

juives des juifs séfarades, ce linguiste israélien examine la possibilité que « les juifs séfarades soient les descendants en premier lieu des Arabes, des Berbères et d'Européens convertis au judaïsme entre la période de la création, en Asie occidentale, en Afrique du Nord et dans le sud de l'Europe, des communautés de la première diaspora juive et le XII^{ème} siècle approximativement ». Il est aussi presque certain que ces communautés comptaient bien en leur sein des descendants de Judéens, mais apparemment en infime minorité.

Se faisant « archéologue linguiste », Wexler a dépisté avec virtuosité les vestiges linguistiques présents aussi bien dans les textes que dans les langues parlées contemporaines, pour arriver à la conclusion que les juifs d'Espagne ont des origines d'une hétérogénéité surprenante mais ne contenant que très peu d'éléments judéens. Ils arrivèrent en Europe, en majorité, *via* l'Afrique du Nord après la conquête arabe au début du VIII^{ème} siècle de l'ère chrétienne. Des mots d'origine judéo-arabe du Maghreb et des vestiges de coutumes berbères se retrouvent dans la langue et la culture judéo-ibérique. Si l'influence de la langue arabe y était dominante au niveau syntaxique, l'influence berbère y était encore plus grande au point de vue du bagage culturel-religieux.

En revanche, et telle est la grande nouveauté apportée par Wexler, l'hébreu et l'araméen n'apparurent vraiment dans les textes qu'à partir du X^{ème} siècle après JC, et cette évolution ne fut pas le fruit d'un développement linguistique autochtone antérieur. Ce ne furent donc pas des exilés ou des émigrés de Judée arrivés en Espagne au I^{er} siècle de notre ère qui apportèrent avec eux leur langue d'origine. Durant les dix premiers siècles de l'ère chrétienne, les adeptes du judaïsme en Europe ne connaissaient ni l'hébreu ni l'araméen ; ce n'est qu'à la suite de la canonisation religieuse de l'arabe classique par l'islam et de celle du latin par la chrétienté au Moyen Âge que le judaïsme commença lui aussi à adopter et à diffuser sa langue sainte en tant que code spécifique à sa haute culture.

Plus tard, la cruauté du royaume wisigoth à l'égard des juifs et des nouveaux convertis, surtout au cours du VII^{ème} siècle, incita un grand nombre d'entre eux à émigrer en Afrique du Nord. Leur vengeance historique ne tarderait pas à venir. La conquête musulmane qui se mit en marche en l'an 711 de notre ère se fit principalement avec la participation de bataillons berbères, et il ne serait pas abusif de supposer qu'ils comptaient dans leurs rangs un grand nombre de judaïsants qui vinrent gonfler les effectifs démographiques des communautés juives plus anciennes.

La vie des juifs en milieu musulman prouva qu'une société « multireligieuse » pouvait exister dans le monde du monothéisme en voie de durcissement du Moyen Âge, au moment où se faisait ressentir la tendance croissante à humilier l'« autre » et parfois aussi à le persécuter en raison de sa différence de croyance. Simultanément à l'autre bout de l'Europe s'élevait un autre empire affranchi de tout fanatisme religieux, caractéristique qui fit son image de marque.

Au milieu du X^{ème} siècle de l'ère chrétienne, page d'or judéo-espagnol, Hasdaï ibn Shaprut, médecin et conseiller influent à la cour du calife de Cordoue, Abd Al-Rahman III, envoya une lettre à Joseph fils d'Aaron, le roi de Khazarie. La réputation de l'immense empire des juifs à l'extrémité est de l'Europe s'était répandue au loin et était parvenue aux oreilles des élites juives de l'Occident. Elle suscita une curiosité grandissante. (...) Les Khazars étaient aussi connus pour leur commerce florissant, principalement de fourrures et d'esclaves. L'accumulation de richesses leur permit d'entretenir une armée puissante et entraînée qui semait la terreur sur tout le sud de la Russie et ce qui constitue aujourd'hui l'est

de l'Ukraine. (...) Quoi qu'il en soit, et c'est là un fait sur lequel il n'y a pas de controverse, les Khazars utilisaient l'hébreu comme langue sacrée et pour la communication écrite.

Ce qui fit la spécificité du royaume oriental juif, et demeure un sujet d'admiration jusqu'à nos jours, fut son pluralisme culturel, hérité du chamanisme polythéiste antérieur, qui resta longtemps populaire dans la région. « La coutume, dans la capitale des Khazars, est d'avoir sept juges : deux d'entre eux sont pour les musulmans, deux pour les Khazars, et ils jugent selon la Torah, deux pour les chrétiens, et ils jugent selon l'Évangile, et un pour les Saqalibah (les Bulgares), les Rus et autres païens, et celui-ci juge d'après la loi païenne. »

Au cours de la seconde moitié du X^{ème} siècle, la Khazarie cessa d'y jouer un rôle de grande puissance. Vladimir, le fils de Sviatoslav, étendit son pouvoir jusqu'en Crimée et se convertit au christianisme, acte qui eut un impact décisif sur l'avenir de la Russie. Son alliance avec l'Empire romain d'Orient mit un terme à ses liens solides avec la Khazarie et, en 1016, une armée byzantine et russe envahit le royaume juif et lui asséna un coup fatal. (...) Le souvenir du royaume fut englouti dans les abîmes de l'histoire.

Le pouvoir soviétique, dans les premiers temps, encouragea la recherche sur la Khazarie (...) La sympathie des chercheurs soviétiques à l'égard de l'Empire Khazar venait de ce que ce dernier avait échappé au pouvoir de l'Église orthodoxe et qu'il était resté tolérant et ouvert à l'égard de toutes les religions. Le fait que la Khazarie fut un royaume juif ne les gêna en rien (...). Chaque réminiscence des Khazars sur la scène publique commença à être perçue comme une manifestation bizarre, déplacée et même menaçante. Seul Ehud Yarri, un reporter connu de la télévision israélienne intrigué depuis longtemps par la puissance du royaume juif des Khazars, se lança en 1997 dans la production d'une série documentaire qui abondait en informations captivantes.

En 1976, Arthur Koestler lança sa bombe littéraire sous le titre de *La Treizième Tribu*, qui fut traduit en de nombreuses langues. (...) Arthur Koestler, qui fut dans sa jeunesse un pionnier du mouvement sioniste et même, pendant un temps, un proche du dirigeant sioniste « révisionniste » Vladimir Jabotinsky, fut déçu par le mouvement de colonisation et le nationalisme juifs (après avoir rejoint le communisme, il fut de même désillusionné et déçu par Staline et devint un adversaire farouche des Soviétiques). Malgré tout, il ne cessa jusqu'à sa mort de soutenir le droit à l'existence de l'État d'Israël et se soucia sans relâche du sort des réfugiés juifs qui y avaient émigré.

Koestler pensait que « la grande majorité des juifs survivants vient de l'Europe orientale et 'qu') en conséquence elle est peut-être principalement d'origine khazare. Cela voudrait dire que les ancêtres de ces juifs ne venaient pas des bords du Jourdain, mais des plaines de la Volga, non pas de Canaan, mais du Caucase, où l'on a vu le berceau de la race aryenne ».

Les racines des structures sociales de la vie en petites bourgades, tellement typique de la population du Yiddishland et qui contribua à la conservation des dialectes de cette langue, ne se retrouvent en aucun cas autour du Rhin et dans ses environs. Le judaïsme s'épanouit, depuis le début de son expansion, au II^{ème} siècle avant l'ère chrétienne, dans le cadre de communautés de croyance implantées essentiellement en marge des populations des villes, grandes ou petites, et aussi, mais plus rarement, des villages, alors qu'en Europe occidentale et méridionale les juifs ne s'établirent jamais en agglomérations séparées.

Le vêtement des juifs d'Europe de l'Est ne ressemblait en rien à celui des juifs de France ou d'Allemagne. La *yarmolka* (calotte), un mot d'origine turque, et le *streimel* (chapeau bordé de renard) qui leur sont spécifiques se retrouvent davantage chez les habitants du Caucase et les cavaliers des steppes que chez les élèves érudits de Mayence ou les commerçants de Worms. (...) Les mentions de ces quelques aspects – de la cuisine à l'humour, du costume aux chants – liés à la morphologie culturelle spécifique de la vie quotidienne et de l'histoire n'ont pourtant suscité que peu d'intérêt parmi les chercheurs préposés à l'inventaire des origines éternelles du « peuple d'Israël ». Il leur était difficile de reconnaître le fait embarrassant qu'il n'a jamais existé une « culture du peuple juif » mais seulement une « culture yiddish populaire » qui ressemblait plus aux cultures de leurs voisins qu'aux expressions culturelles des communautés juives d'Europe occidentale ou d'Afrique du Nord.

V La distinction.

Politique identitaire en Israël

La tentation du prosélytisme, qui caractérisa les débuts de l'histoire de ces communautés, disparut presque totalement au cours des siècles, en raison principalement de la peur des représailles de la part des religions dominantes. (...) La croyance jalouse en un « peuple choisi qui restera seul » a également contribué, au long du Moyen Âge, à empêcher une trop grande déperdition en faveur des autres religions monothéistes.

Par delà les différences profondes existant entre Marrakech et Kiev ou entre Sanaa et Londres non seulement dans le domaine des pratiques laïques, mais également dans celui des normes religieuses, un noyau unifié commun à l'ensemble de ces communautés a toujours subsisté : l'adhésion rabbinique à la loi orale, le concept de l'exil et de la rédemption et le profond lien religieux avec la ville sainte, Jérusalem, d'où viendra le salut.

Malgré les difficultés spécifiques rencontrées par les juifs, la plupart d'entre eux devinrent, dans des pays comme la France, la Hollande, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, des « israélites », à savoir des Français, des Hollandais, des Britanniques ou des Allemands de religion mosaïque. Ils adoptèrent la nationalité des nouveaux Etats, accentuant même parfois leur identité nationale, dont ils étaient particulièrement fiers. Et ce à juste titre, car, en raison de leur concentration relativement importante dans les villes, ils comptèrent parmi, les pionniers des langues et des cultures nationales.

De 1897, année de la réunion du premier Congrès sioniste, jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, le sionisme fut en fait un courant minoritaire et insignifiant au sein des communautés juives dans le monde, et il dut souvent se soumettre aux injonctions nationales des « gentils » (...) Le sionisme s'inscrivit en fait, malgré son caractère marginal, dans la dernière vague de l'éveil des nationalités en Europe, et apparut parallèlement à la montée des autres idéologies identitaires de la région. On peut y voir une tentative d'intégration collective à la modernité, exactement au même titre que les autres entreprises d'édification nationale, alors dans leur phase initiale.

Si une minorité significative de penseurs sionistes appartenait, peu ou prou, à la culture allemande (Moses Hess, Theodor Herzl ou Max Nordau), la plupart de ceux qui élaborèrent les théories et organisèrent leur diffusion et leur mise en œuvre effective faisaient

partie de l'intelligentsia du grand peuple yiddish, enserré depuis des centaines d'années dans les villes et les agglomérations de Pologne, d'Ukraine, de Lituanie, de Russie et de Roumanie.

Comme cela a déjà été rappelé au deuxième chapitre, une civilisation « yiddishite » laïque et moderne s'était développée dans ces régions – phénomène culturel inconnu parmi les communautés juives des autres parties du monde. C'est cette culture spécifique, et non pas la croyance religieuse, qui constitua l'incubateur principal de la fermentation protonationale et nationale.

La vague de pogroms populaires des années 1880, qui comportait déjà certains éléments nationaux, venant s'ajouter à la répression et aux restrictions traditionnellement imposées par le régime des tsars et par la monarchie roumaine, choqua des millions de juifs et accéléra leur importante émigration vers l'ouest. Entre 1880 et 1914, environ deux millions et demi de juifs de langue yiddish refluèrent vers les pays occidentaux en passant par l'Allemagne, une partie d'entre eux arrivant jusqu'aux rives de la terre promise du continent américain (moins de 3 pour cent des juifs choisirent d'émigrer vers la Palestine ottomane, qu'ils abandonnèrent pour la plupart par la suite). Cet important déplacement de population eut pour conséquence secondaire de favoriser indirectement la résurgence de l'hostilité sous-jacente existant traditionnellement en Allemagne, pays qui servit de point de passage à la vague d'immigration. Cette haine puissante, dont on n'a pas encore analysé tous les éléments, a, on le sait, contribué à l'un des actes de génocide les plus terribles que le XXème siècle ait connus, extermination qui, par ailleurs, mit en lumière l'absence totale de rapport direct entre le progrès technologique, le raffinement culturel et les qualités morales.

Dans les territoires où l'idée nationale naissante prit un caractère civique et politique au sein d'un large public, il fut cependant possible de juguler et de neutraliser la vieille haine issue du patrimoine chrétien pour inclure le juif banni à l'intérieur des frontières de l'identité nouvelle. La Constitution américaine, la Révolution française ou les lois fondamentales de la Grande-Bretagne constituaient un héritage relativement favorable et une assise stable pour le développement de tendances intégratrices qui réussirent, au terme d'un combat lent et prolongé, à acquérir un statut hégémonique dans les centres de pouvoir de la scène publique. C'est ainsi que les juifs de ces pays, et d'autres ayant adopté la même forme d'idéologie nationale, devinrent partie intégrante du corps de la nation. Ce processus triomphant a cependant connu des soubresauts et des phases de recul. L'affaire Dreyfus, dans la France de 1894, constitue, en raison de son caractère dramatique, un bon exemple du processus non linéaire ayant caractérisé le développement de l'identité nationale moderne.

Les tenants de l'identité nationale ethnoreligieuse n'avaient bien sûr pas disparu ; ils relevèrent la tête à l'époque de l'occupation nazie, et ils sont encore présents aujourd'hui. Cependant, la conception culturelle et inclusive de la nation s'est renforcée après l'« Affaire », et a continué, malgré la terrible « régression » de la Seconde Guerre mondiale, à se frayer un chemin tout au long du XXème siècle.

Dans les territoires situés entre l'Allemagne et la Russie et entre l'Autriche-Hongrie et la Pologne, en revanche, les idéologies ethnobiologiques et ethnoreligieuses, comme cela a été vu au premier chapitre, se sont imposées et ont déterminé pendant de nombreuses années le caractère de l'identité nationale. En raison de l'hégémonie de ces idéologies, nourries de la crainte et du rejet de l'autre, la loi de la haine antijuive s'y est maintenue pour constituer l'un des principaux critères de la « véritable » identité globale.

Contrairement aux partisans de la conception du monde semi-nationale et laïque du « Bund » (grand mouvement juif de gauche qui préconisait l'autonomie culturelle du « peuple yiddish », sans faire référence à la notion de souveraineté nationale pour l'ensemble des juifs du monde), les intellectuels sionistes, de même que les autres adeptes de la conception nationale dans la région, eurent besoin, afin de s'autodéfinir, d'adhérer à une identité ethnoreligieuse ou biologique. Pour rassembler et relier entre elles des communautés juives principalement composées d'une population devenue non croyante et dont les langues et les coutumes laïques étaient polyphoniques et différaient selon les lieux, il était impossible de se fonder sur des modèles de comportement puisés dans un présent vivant et populaire pour en tirer, comme le Bund avait tenté de le faire, une culture moderne homogène. Il fallait au contraire rayer d'un trait les distances ethnographiques existantes, oublier les histoires spécifiques et se tourner résolument vers l'arrière, vers une Antiquité mythologique et religieuse.

Le judaïsme a donc cessé, aux yeux du sionisme, d'être une culture religieuse riche et variée, pour devenir, comme nous l'avons vu, un peuple circonscrit, aux frontières déterminées, comme le *Volk* allemand ou le *naro* 'd polonais et russe, mais possédant une caractéristique exceptionnelle : celle de constituer un peuple nomade sans aucun lien d'appartenance avec les territoires dans lesquels ils réside. (...) Le sionisme dut se nourrir d'une science supplémentaire : la biologie, mobilisée pour renforcer le concept de l' « antique nation juive ».

La « science » raciste, qui, à l'ère de l'impérialisme de la fin du XIXème siècle, se développa dans tous les laboratoires d'Europe, pénétra les territoires de l'identité nationale ethnocentriste jusque sur la scène publique, et imprégna profondément le tissu idéologique des nouveaux mouvements politiques, dont le jeune sionisme faisait partie.

Nathan Birnbaum, que l'on peut, dans une large mesure, définir comme le premier intellectuel sioniste (il fut l'inventeur du concept de « sionisme » dès 1891), prolongea la pensée de Moses Hess : « Seules les sciences naturelles peuvent expliquer la spécificité intellectuelle et affective d'un peuple particulier. “La race est tout”, a dit l'un de nos grands coreligionnaires, lord Beaconsfeld (Benjamin Disraeli), la spécificité du peuple se trouve dans celle de la race. Les différences de races sont à l'origine de la multiplicité des variétés nationales. C'est en raison de l'opposition entre les races que l'Allemand ou le Slave pensent et sentent différemment du Juif. Ainsi s'explique également le fait que l'Allemand ait créé la *Chanson des Nibelungen*, alors que le Juif a engendré la Bible. »

Le véritable fondateur du mouvement sioniste, Theodor Herzl, hésita, lui, à trancher la question de l'homogénéité de l'origine des juifs, sans y parvenir définitivement. (...) On rencontre plusieurs fois le concept de « race » dans *L'Etat des Juifs*, mais il apparaît comme un synonyme de peuple, un emploi courant à l'époque et dénué de connotations biologiques distinctes.

Ce fut Max Nordau, son homme de confiance et bras droit, qui donna le ton à l'ensemble des premiers Congrès sionistes et introduisit dans la conception nationale juive une dimension idéologique plus significative (...) Selon ce dirigeant sioniste, les juifs constituaient clairement un peuple à l'origine biologique homogène. Il n'hésita pas à parler des « liens du sang existant entre les membres de la famille israélite », se demandant cependant si les juifs étaient depuis le début de petite taille, ou si c'étaient leurs conditions d'existence qui les avaient à ce point affaiblis et atrophiés. (...) Pour que le sang antique se

renouvelle, les juifs avaient besoin d'un sol, et seul le sionisme était capable de réaliser cette vision.

Le père spirituel de la droite sioniste depuis les années 1930 jusqu'à nos jours n'hésita pas à trancher : « Il est clair que ce n'est pas dans l'éducation de l'homme qu'il faut chercher l'origine du sentiment national, mais dans quelque chose qui la précède. dans quoi ? J'ai longuement médité cette question, et y ai répondu : dans le sang. Et je persiste dans cette opinion. Le sentiment de l'identité nationale réside dans le "sang" de l'homme, dans son type physique et racial, et là seulement (...) Le type physique du peuple reflète sa structure mentale de façon encore plus totale et parfaite que l'état d'esprit individuel (...) C'est pourquoi nous ne croyons pas en l'assimilation spirituelle. Il est physiquement impossible qu'un Juif, né de plusieurs générations de parents de sang juif pur de tout mélange, s'adapte à l'état d'esprit d'un Allemand ou d'un Français, tout comme il est impossible qu'un Nègre de cesse d'être Nègre. » (Ze'ev Jabotinsky, « Lettre sur l'autonomisme »)

Bien que seulement 10 pour cent du territoire de la Palestine mandataire aient été acquis jusqu'en 1948, c'est en grande partie à Ruppin que l'Etat d'Israël doit son infrastructure agro-économique. Il acheta de nombreux terrains dans tout le pays et fonda les principales institutions responsables de leur distribution. Il contribua également largement à ce que l'appropriation des terres soit réalisée en rupture totale avec le secteur agricole palestinien. la spécificité biologique devait trouver sa mise en œuvre dans le cadre d'une séparation « ethnique » systématique.

Après la Seconde Guerre mondiale, il était devenu plus difficile d'utiliser des termes comme « race » ou « sang ». Depuis la publication en 1950 de la célèbre déclaration, sous l'égide de l'UNESCO, de scientifiques éminents désavouant complètement le lien entre culture nationale et biologie, et affirmant que l'idée de race relève plus d'un mythe social que d'un fait scientifique, les chercheurs s'abstiennent d'utiliser ces termes. Ce refus général et consensuel n'a cependant pas arrêté les scientifiques israéliens, ni remis en cause la profonde croyance sioniste dans l'origine unique du peuple errant. Bien que la « race juive » ait disparu de la rhétorique universitaire, un nouveau domaine scientifique a fait son apparition sous le nom respectable de « recherche sur l'origine des communautés juives ». dans le jargon journalistique populaire, il fut tout simplement surnommé la « recherche du gène juif ».

Au fur et à mesure que s'éloignait la Seconde Guerre mondiale, les inhibitions s'assouplissaient. La domination israélienne sur une population non juive en croissance permanente depuis 1967 stimula encore le besoin national profond de déterminer une identité ethnobiologique. En 1980, Bat-Sheva Bonnè-Tamir, de l'école de médecine de l'université de Tel-Aviv, publia un article intitulé « Un nouveau regard sur la génétique des Juifs », dans lequel elle n'hésitait pas à s'enorgueillir de l'originalité vivifiante du renouveau de la recherche sur les gènes juifs.

Israël, en dépit de ses ressources limitées dans le domaine de la recherche universitaire, devint l'un des premiers pays du monde pour la « recherche sur l'origine des populations ». (...) vers la fin du XXème siècle, l'Israélien moyen savait qu'il appartenait à un groupe génétique unifié dont l'origine ancienne était, plus ou moins, homogène.

Il était déjà parfaitement « clair » que l'origine des juifs masculins se trouvait au Moyen-Orient, mais du côté des femmes la recherche du gène juif était dans une impasse embarrassante Tamara Traubman, « Les hommes juifs de l'Antiquité ont leurs origines au

Moyen-Orient ; les origines des femmes restent encore entourées de mystère, Haaretz, 16 mai 2002). dans une nouvelle étude scientifique qui rassemblait des informations sur l'ADN mitochondrial, transmis uniquement par l'hérédité féminine, collecté au sein de neuf communautés juives, on avait découvert que l'origine des femmes supposées être juives d'après la loi religieuse ne se trouvait pas du tout au Moyen-Orient. D'après ce résultat « alarmant », « chaque communauté comptait un petit nombre de mères fondatrices » entre lesquelles aucun lien n'a pu être établi : une explication lacunaire fut fournie, selon laquelle les juifs de sexe masculin étaient venus seuls du Moyen-Orient et avaient donc dû, en désespoir de cause, épouser des femmes indigènes, après, bien sûr, qu'elles se furent converties selon les lois.

Des scientifiques britanniques, italiens et israéliens participèrent à l'étude de Skorecki, dont les conclusions furent publiées dans la prestigieuse revue britannique Nature. cette recherche prouva sans aucun doute possible que la classe des prêtres juifs descendait bien d'un ancêtre commun ayant vécu il y a trois mille trois cents ans. (...) L'aspect le plus amusant de l'histoire du « gène des Cohanim » fut qu'il faillit même être un « gène non juif ». L'appartenance au judaïsme est déterminée, on le sait, par la mère. Il n'était pas aberrant de supposer qu'un nombre non négligeable de Cohanim non croyants dans le monde se soient mariés, depuis le XIXème siècle jusqu'à nos jours, avec des « non-juives », bien que la loi juive le leur interdise. Il est probable que de ces unions naquirent des enfants « non-juifs », qui, d'après l'étude du professeur Skorecki, portent le « sceau génétique des Cohanim ».

Tout comme les médias ravis ne prêtèrent pas attention au potentiel de « contradictions » que recelait la théorie du gène juif-cohen, personne ne s'étonna ni ne se demanda pourquoi on avait soudain réalisé une étude biologique coûteuse impliquant la recherche de l'origine héréditaire d'une généalogie aristocratique religieuse. De même, aucun journaliste ne se préoccupa de publier les découvertes du professeur Uzi Ritte, du département de génétique de l'université hébraïque, qui vérifia différemment les mêmes haplotypes des Cohanim du chromosome Y et n'y trouva aucune spécificité.

En dernière analyse, on ne peut caractériser l'individu juif au moyen d'un critère biologique, quel qu'il soit.

En 1947, l'Assemblée générale de l'ONU vota à la majorité des voix la création d'un « Etat juif » et d'un « Etat arabe » sur le territoire qui portait auparavant le nom de Palestine/Eretz Israel. Des milliers de déracinés sans abri erraient alors à travers toute l'Europe, et la petite colonie de peuplement sioniste établie dans le cadre du mandat britannique était censée les absorber. Les Etats-Unis, qui, jusqu'en 1924, avaient accueilli de nombreux juifs du peuple yiddish, refusaient désormais d'ouvrir leurs portes aux rescapés brisés par le grand massacre nazi ; les autres Etats développés firent de même. Il leur était finalement beaucoup plus facile de proposer aux rescapés une terre lointaine qui ne leur appartenait pas pour résoudre le dérangeant problème juif.

Ceux qui votèrent en faveur de la décision internationale ne furent pas particulièrement précis dans l'interprétation du terme « juif » et ne supputèrent pas les problèmes que cela poserait lors de l'édification du nouvel Etat. L'élite sioniste, qui aspirait à la mise en œuvre de la souveraineté juive, tâonnait dans le brouillard et ne savait pas encore définir clairement qui était juif et qui ne l'était pas.

Le refus obstiné des Etats arabes d'accepter le partage de l'ONU et leur attaque conjointe contre le jeune Etat juif contribuèrent en fait à l'établissement de ce dernier : parmi les neuf cent mille Palestiniens qui étaient censés rester en Israël et dans les territoires supplémentaires qu'il s'adjoignit à la suite de sa victoire militaire, environ sept cent trente mille s'enfuirent ou furent expulsés, soit plus que l'ensemble de la population juive à cette époque (six cent quarante mille personnes). Et, ce qui est beaucoup plus important pour l'histoire de la région, il fut possible, en raison du principe idéologique selon lequel « Eretz Israel » est une terre historique du « peuple juif », d'empêcher sans remords inutiles le retour de ces centaines de milliers de réfugiés dans leurs foyers et sur leurs terres après les combats.

Cette épuration partielle ne régla pas totalement les problèmes d'identité dans le nouvel Etat. Environ cent soixante-dix mille Arabes y demeuraient encore, et de nombreux déracinés étaient arrivés d'Europe avec leur conjoint non juif. La résolution de l'ONU de 1947 avait explicitement fixé que les minorités restantes auraient des droits civils dans chacun de ces deux Etats, le juif et l'arabe, condition de l'acceptation de ceux-ci au sein de l'organisation internationale. Israël dut donc accorder la citoyenneté aux habitants palestiniens restés à l'intérieur de ses frontières. Et, bien qu'il ait procédé à des expropriations gouvernementales sur plus de la moitié de leurs terres et imposé à la plupart d'entre eux un régime militaire et des limitations sévères jusqu'en 1966, ces derniers sont cependant devenus citoyens sur le plan légal.

Dès 1947, il fut décidé dans la pratique que les juifs ne pourraient pas y épouser de non-juifs : le prétexte civique de cette ségrégation, dans une communauté au sein de laquelle la majorité était alors parfaitement laïque, était en apparence le désir de ne pas créer de fossé entre laïques et religieux.

En 1953, la promesse politique de ne pas instituer de mariage civil en Israël fut légitimée par la loi sur la juridiction des tribunaux rabbiniques, stipulant que les affaires matrimoniales des juifs en Israël seraient placées sous leur monopole exclusif et soumises à la « loi biblique ». Ainsi le sionisme socialiste alors au pouvoir commença-t-il à mobiliser les principes du rabbinat traditionnel, comme alibi arrangeant en faveur de son imaginaire craintif, tremblant devant le spectre de l'assimilation et des « mariages mixtes ».

On retrouve aussi une séparation presque totale dans le système de l'Education nationale en Israël. Il n'existe pratiquement pas d'écoles où des enfants judéo-israéliens étudient avec des enfants palestino-israéliens. (...) La ségrégation a aussi toujours été l'apanage du mouvement kibboutzique, le joyau de la couronne du socialisme israélien ; les Arabes n'ont jamais été acceptés dans les kibboutzim, de même qu'ils n'ont jamais été intégrés dans d'autres structures sociales de communautés juives.

A la fin du XXème siècle, lorsque l'ethos et le mythe socialistes céderont la place devant le capital du marché libre, il faudra beaucoup plus de maquillage religieux pour enjoliver l' « ethnie » fictive ; toutefois, Israël ne deviendra pas alors pour autant un Etat théocratique. La consolidation des bases religieuses dans la dynamique de l'élaboration de la politique israélienne se fera parallèlement à leur modernisation croissante ; elles deviendront tout simplement plus nationalistes d'une façon générale, et surtout beaucoup plus racistes. L'absence de séparation entre l'Etat et le rabbinat en Israël n'est jamais venue de la puissance réelle de la religion, dont les fondements profonds et authentiques se sont au contraire amenuisés au fil des ans. Cette absence de séparation résulte directement, comme on l'a vu, de la faiblesse intrinsèque d'une idée nationale précaire qui, faute de mieux, a emprunté à la

religion traditionnelle et à son corpus textuel la plupart de ses représentations et de ses symboles, dont elle est restée, pour cette raison notamment, entièrement prisonnière.

Tout comme Israël n'a pas été capable de déterminer ses frontières territoriales, il n'est jamais parvenu non plus à fixer clairement celles de sa nation. Les critères d'appartenance à l'« ethnique » juive ont fait dès le départ l'objet d'hésitations.

La loi du retour n'a pas pour but de donner à Israël un statut d'Etat refuge en faveur de ceux qui ont été persécutés par le passé, le sont dans le présent ou le seront dans l'avenir, en raison de leur identification comme juifs, par ceux qui les détestent. Si tel avait été le souhait des législateurs, ils auraient pu fonder la loi sur une base humaniste impliquant le droit d'asile face aux dangers existants de l'antisémitisme. La loi du retour et la loi civile qui l'accompagne résultent en droite ligne d'une conception nationale « ethnique » du monde, et elles sont destinées à renforcer sur le plan juridique le fait que l'Etat d'Israël appartient en pratique aux juifs du monde. A l'ouverture du débat au Parlement au cours duquel il proposa la loi du retour, Ben Gourion déclara : « Israël n'est pas un Etat juif uniquement parce que la majorité des citoyens sont juifs. C'est un Etat pour tous les Juifs quels qu'ils soient, et pour tout Juif qui le souhaite. »

Le ministère de l'intérieur, revenu aux mains des religieux, continua d'inscrire comme juifs, d'après l'habitude antérieure, ceux dont la mère possédait l'« identité » juive. (...) En 1970, sous la pression des cercles religieux, la loi du retour reçut un nouvel ajout qui souscrivait à la définition intégrale et précise du « Juif authentique » d'après la loi religieuse : « Est juif celui est né d'une mère juive ou s'est converti et n'est plus rattaché à une autre religion ». Au bout de vingt-deux années d'atermoiements, le lien instrumental entre la religion rabbinique et la conception nationale essentialiste fut définitivement soudé.

L'article 4A, en annexe à la loi du retour, dit « article du petit-fils », autorisa non seulement les « Juifs », mais aussi leurs enfants « non juifs », leurs petits-enfants et leurs époux à immigrer en Israël. Il suffisait que le grand-père possède l'identité juive pour que ses descendants puissent obtenir la citoyenneté israélienne. Cet important paragraphe ouvrit plus tard les portes à une vaste immigration, arrivée au début des années 1990 après l'effondrement du régime soviétique. Lors de cette vague dépourvue de toute dimension idéologique (Israël commença dès les années 1980 à faire pression sur les Etats-Unis pour qu'ils ferment leurs portes aux réfugiés juifs soviétiques), plus de 30 pour cent des nouveaux arrivés ne purent être inscrits comme juifs sur leur carte d'identité.

La politique de colonisation massive en Cisjordanie et à Gaza, ouvertement menée dans le cadre d'un système d'apartheid (le gouvernement, bien qu'ayant encouragé le peuplement, n'a pas annexé juridiquement la plupart des territoires conquis pour ne pas être obligé d'accorder la citoyenneté à leurs habitants), a contribué à l'implantation dans ces régions d'une « démocratie des maîtres juifs », subventionnée et entretenue par l'Etat. Cette situation a propagé et fortifié un sentiment de supériorité ethnocentriste, même dans les régions relativement plus « démocratiques » du pays.

La conception de la nation juive dominante dans la société israélienne n'est pas celle d'une identité ouverte et inclusive, invitant les autres à devenir une partie d'elle-même et à exister à ses côtés à égalité et en symbiose, dans le respect des différences. Au contraire, par ses déclarations et par sa culture, elle enferme la majorité, l'isole de la minorité, pose systématiquement comme axiome le fait que l'Etat appartient seulement au plus grand

nombre, assurant même, comme nous l'avons vu plus haut, un droit de propriété éternel à un groupe humain extérieur plus important encore qui n'a, au demeurant, absolument pas choisi d'y vivre.

Par conséquent, même si nous ne sommes pas dans le domaine de la zoologie et que l'exactitude des désignations linguistiques est moins signifiante ici que dans les sciences de la vie, il convient de définir Israël plutôt comme une « ethnocratie ». Pour être plus précis, Israël peut être caractérisé comme une ethnocratie juive aux traits libéraux, à savoir un Etat dont la mission principale n'est pas de servir un *demos* civil et égalitaire, mais un *ethnos* biologique et religieux, entièrement fictif sur le plan historique mais plein de vitalité, exclusif et discriminant dans son incarnation politique. Cet Etat, malgré le libéralisme et le pluralisme ancrés en lui, considère comme étant de son devoir de continuer, par des moyens idéologiques, pédagogiques et juridiques, à isoler son « ethnocratie » élue non seulement de ses citoyens définis comme non juifs, non seulement des enfants de ses travailleurs étrangers nés en Israël, mais aussi des autres nations du monde.

La source de la puissance d'Israël ne réside pas aujourd'hui dans sa croissance démographique, mais dans la préservation de la fidélité et du soutien des institutions et des communautés juives à son égard. Rien ne pourrait être plus nocif pour la force d'Israël que l'immigration globale de tous les groupes de pression juifs pro-sionistes vers la Terre sainte. Il est de loin préférable pour lui que ces groupes continuent d'exister à proximité des centres de pouvoir et des médias du monde occidental ; eux-mêmes souhaitent d'ailleurs continuer à séjourner dans le riche et confortable « Exil » libéral.

A mesure que la vivante culture Yiddish du passé se désintégrait, l'importance d'Israël s'accrut au sein de nombreux groupes juifs aux Etats-Unis, et le nombre des pro-sionistes augmenta d'autant. Alors que le judaïsme américain s'était comporté avec une relative indifférence face au grand massacre de la Seconde Guerre mondiale en Europe, sa sympathie et son soutien à Israël n'ont cessé de croître et de se renforcer, en particulier depuis la grande victoire de la guerre de 1967. Avec la création de l'Union européenne et l'affaiblissement des Etats-nations en Europe, l'ethnicité transnationale s'est également développée au sein des institutions communautaires juives de Londres et de Paris, et Israël a réussi à naviguer à travers ce nouvel équilibre de forces et à en retirer le maximum d'avantages.

Un problème subsiste cependant. Même si l'on peut distinguer un processus d'ethnicisation pro-sioniste clair au sein des communautés juives organisées, sur la toile de fond de la globalisation de la fin du XXème siècle la réalité de l'expérience juive s'exprime davantage par l'« assimilation de fait », mêlant les descendants juifs à leurs voisins, auprès desquels ils étudient à l'université ou qu'ils côtoient sur leurs lieux de travail. La force de la culture quotidienne, qu'elle soit locale ou globale, est encore plus puissante et déterminante que celle de la synagogue et des activités folkloristes sionistes du shabbat. Les fondements de la force démographique des institutions juives, par conséquent, vont s'amenuisant, lentement mais sûrement. La résidence confortable des juifs dans les pays de l'« Exil », l'amour irrépressible entre les jeunes et l'heureuse diminution de l'antisémitisme ont un prix élevé. Les sondages montrent que non seulement les « mariages mixtes » sont en augmentation, mais aussi que le soutien et l'intérêt porté à Israël parmi les juifs jusqu'à l'âge de trente-cinq ans diminue. La solidarité avec l'Etat juif demeure stable et populaire chez les personnes de plus de soixante ans. D'après ces données, Israël ne pourra pas continuer de puiser en permanence ses forces dans la « diaspora transnationale ».

Par ailleurs, le soutien inconditionnel de l'Occident n'est pas non plus entièrement assuré à Israël, bien que le néocolonialisme du XXIème siècle, qui s'est exprimé avec l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, grise les élites du pouvoir juif. L'Occident est encore loin et l'Orient est toujours là, malgré la globalisation croissante. Ce n'est pas la lointaine métropole qui risque d'être exposée aux réactions futures face à l'humiliation du monde musulman, mais précisément sa tête de pont ?

L'énorme puissance militaire d'Israël, son arme nucléaire et même la grande muraille de béton dans laquelle il s'est enfermé ne l'aideront pas à éviter de transformer la Galilée en « Kosovo ». Pour sauver l'Etat d'Israël du sombre abîme qui se creuse en son sein et améliorer ses rapports extrêmement fragiles avec son entourage arabe, un changement fondamental de la politique identitaire juive et une transformation de tout le tissu des relations avec le secteur palestino-israélien sont nécessaires.

La solution idéale, celle qui, compte tenu de l'imbrication et de la promiscuité territoriale entre Judéo-Israéliens et Arabes, permettrait de résoudre un conflit vieux de cent ans, serait évidemment la création d'un Etat démocratique binational s'étendant de la Méditerranée au Jourdain, mais il ne serait pas particulièrement raisonnable d'attendre du peuple judéo-israélien, après un si long et si sanglant conflit, et en raison de la tragédie vécue par un grand nombre de ses fondateurs émigrés du XXème siècle, qu'il accepte de devenir du jour au lendemain une minorité dans son pays. Cependant, il serait aberrant sur le plan politique de demander aux Israéliens juifs de liquider leur Etat, il faut en revanche exiger qu'ils cessent de le considérer comme leur propriété indivise et d'en faire un Etat ségrégationniste discriminant une grande partie de ses citoyens, regardés comme des étrangers indésirables.

Quand le Fonds national juif cessera-t-il d'être une institution ethnocentriste et rendra-t-il au « vendeur » les un million trois cent mille kilomètres carrés de terres qui lui ont été remises par l'Etat en échange d'un prix s, et ce au même tarif, permettant peut-être ainsi la création symbolique d'un premier fonds de capitaux destiné à l'indemnisation des réfugiés palestiniens ?

Vient enfin la question centrale, peut-être la plus problématique de toutes : dans quelle mesure la société judéo-israélienne sera-t-elle disposée à se débarrasser de son image profondément ancrée de « peuple élu », et est-il envisageable qu'elle cesse de se glorifier et d'exclure l'autre, soit au nom d'une histoire sans fondement, soit par le biais d'une science biologique dangereuse ?